

# ENSEMBLE

N° 112 / SEPTEMBRE 2024

# RAVIVONS LA FLAMME !



Photo Philippe Le Gall

**UFR**  
**FIDUC**  
**CGT**

Bulletin trimestriel de l'Union fédérale des retraités de la Fédération  
des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication CGT

# GEL DES LOYERS ET LOGEMENTS SOCIAUX

**La France traverse une double crise : une crise du logement sans précédent et une crise politique qui fragilise notre démocratie.**

Alors que les citoyens luttent pour se loger dignement, les politiques publiques semblent de plus en plus déconnectées des réalités du terrain.

Pour rappeler cette réalité effarante, la CNL a dressé le bilan des politiques austéritaires de ces dernières années :

- 1,4 milliard d'euros par an en moins pour la construction de HLM ;

- 250 millions d'euros en moins

- en 2024 pour la rénovation des HLM ;
- L'objectif de construire 100 000 logements neufs par an n'est jamais atteint
- Expulsion et criminalisation de locataires en difficulté avec la loi dite "antisquat" Kasbarian-Bergé ;

En conséquence, la situation des locataires est de plus en plus difficile :

- Les loyers ont augmenté de plus de 10 % depuis 2021 ;

- 2,6 millions de personnes sont dans l'attente d'un logement social ;

- 4,2 millions de personnes sont très mal logées ou sans logement ;

Malgré cela, la spéculation conduit à ce que 3,2 millions de logements soient vacants, dont 320 000 qui seraient immédiatement habitables.

Pourtant, le logement ne doit pas être un placement financier mais bien un lieu de vie digne et adapté aux besoins des habitant(e)s.

C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, nous refusons de rester passifs

face à l'aggravation de la crise du logement et réclamons un gel immédiat des loyers ainsi qu'une relance massive de la construction de logements sociaux.

## POUR UN GEL IMMÉDIAT DES LOYERS

L'indice de référence des loyers (IRL), qui régule l'augmentation des loyers, connaît ses plus fortes hausses depuis 2008 (3,5% par an). L'augmentation incessante des loyers, couplée à la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation, crée des situations intenable :

900 000 ménages étaient en retard de paiement dans le parc social à la fin de l'année 2022. Une situation grevée par l'inflation, qu'il est impératif de stopper

pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et éviter une explosion des expulsions.

## POUR UNE RELANCE MASSIVE DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

La crise du logement affecte directement l'économie et le bien-être des citoyen(ne)s : un salarié sur six renonce à un poste faute de logement et un étudiant sur trois abandonne sa formation faute de trouver un toit. Ces chiffres alarmants démontrent l'urgence d'agir.

C'est pourquoi la CNL réclame la mise à disposition immédiate des 320 000 logements vacants utilisables et la construction de 250 000 nouveaux logements sociaux par an. Nous demandons également un renforcement de la loi SRU, qui impose des minima de logements sociaux dans les villes.

**Confédération nationale du logement (CNL)**

**LE LOGEMENT NE DOIT PAS ÊTRE UN PLACEMENT FINANCIER MAIS BIEN UN LIEU DE VIE DIGNE ET ADAPTÉ AUX BESOINS DES HABITANT(E)S**

## SOMMAIRE

<b>GEL DES LOYERS ET LOGEMENTS SOCIAUX.....</b>	<b>2</b>
<b>ÉDITO .....</b>	<b>3</b>
Jean-Pierre VIAUD	
<b>LA VIE DES SECTIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>CONSEIL NATIONAL UFR.....</b>	<b>5-7</b>
Serge AUDONNET	
<b>GRÈVE DES SARDINIÈRES.....</b>	<b>8-9</b>
<b>UN PEU DE PHILOSOPHIE.....</b>	<b>10</b>
Lionel DUQUENNE	
<b>DE GAUCHE OU DE DROITE.....</b>	<b>11</b>
Daniel MULLER	
<b>LES RELIGIONS (1<sup>re</sup> partie).....</b>	<b>12-13</b>
Daniel MULLER	
<b>BUDGET DE L'ÉTAT EN DÉFICIT....</b>	<b>13</b>
Lionel DUQUENNE	
<b>LA PROTECTION SOCIALE N'EST PAS RESPONSABLE DU DÉFICIT.....</b>	<b>14-15</b>
<b>LA LIBERTÉ DE LA PRESSE FACE À L'EXTRÊME DROITE.....</b>	<b>16-17</b>
<b>LE BILLET D'YVON HUET.....</b>	<b>17</b>
<b>INÉGALITÉS DANS LE MONDE..</b>	<b>18-19</b>
<b>KANAKY - ARGENTINE .....</b>	<b>20</b>
<b>PALESTINE : LES BANQUES À LA MANOEUVRE.....</b>	<b>21</b>
<b>BIEN PRODUIRE POUR BIEN MANGER ET BIEN VIVRE.....</b>	<b>22</b>
<b>BILLET D'HUMEUR.....</b>	<b>23</b>
Petit Jean	
<b>SCOP MORASSUTI 4 MOIS D'EXISTENCE.....</b>	<b>24</b>

**Rédaction et administration :** 263, rue de Paris, 93514 Montreuil Cedex - **Directeur**

**de la Publication :** Daniel Muller - **Responsable rédaction et fabrication :** Serge Audonnet

**Maquette :** Muriel Audonnet - **Comité de rédaction :** Serge Audonnet, Michel Burguière, Lionel Duquenne, Jean-Pierre Ghiotto, Jean Jousseau, Daniel Muller, José Nuevo [correction] -

**Couverture :** J. Jousseau - **Impression Rivet Presse/Édition :** 24, rue Claude-Henri-Gorceix BP 157 - 87022 Limoges Cedex 9 - **CPPAP n° :** 1227 S 07110.

**Travail exécuté par des syndiqués à la Filpac-Cgt.**





## ÉDITO

JEAN-PIERRE VIAUD - MEMBRE DU BUREAU DE L'UFR-FILPAC

# GOVERNEMENT BARNIER LA BARRE A DROITE

Le nouveau gouvernement Barnier entérine le glissement très à droite du macronisme, loin de la social-démocratie « ni de droite, ni de gauche » attendue par les soutiens du Président de la République, notamment à ses débuts.

L'annonce de la composition du gouvernement Barnier est tombée le samedi 21 septembre, soit 16 jours après la nomination de Michel Barnier en tant que premier ministre, 67 jours après la démission acceptée de Gabriel Attal, 76 jours après le second tour des législatives et 104 jours après le fiasco du camp présidentiel aux élections européennes à l'origine de la dissolution de l'Assemblée nationale.

Alors que la gauche est arrivée en tête à l'issue du second tour des législatives, le Nouveau Front populaire (NFP), soutenu par la CGT pour faire barrage aux idées d'extrême droite, a été écarté des responsabilités gouvernementales malgré son score.

Exit la cohabitation entre Macron et la gauche. Avec Barnier premier ministre, ce gouvernement de 41 membres compte notamment 23 membres issus de la coalition présidentielle et 14 membres issus des Républicains parmi les plus réactionnaires. Le marquage à droite est très prononcé. Et le conservatisme libéral reste de mise au gouvernement.

« Plutôt Hitler que le Front populaire » était déjà le slogan des droites et du patronat dans les années 30. Aujourd'hui, l'histoire semble bégayer.

De fait, la jonction entre le macronisme et le lepénisme est presque achevée. En tout cas, avec 143 députés (142 après l'exclusion du député de l'Yonne Daniel Grenon en raison de ses propos racistes dans L'Yonne républicaine, et siégeant actuellement chez les non-inscrits), l'extrême droite tient l'avenir du gouvernement entre ses mains et peut le faire tomber à chaque

motion de censure présentée par l'opposition de gauche.

A l'opposé de Lucie Castets, membre du collectif « Nos services publics », pressentie par le NFP pour être une première ministre de progrès, la nomination du macroniste ultralibéral Guillaume Kasbarian en tant que ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique nous inquiète. Quelles nouvelles restrictions budgétaires réserve-t-il pour nos services

coupée au domicile vendéen de Bruno Retailleau pendant plusieurs heures, à l'instar des coupures sur de nombreux autres sites symboliques, dont les sites du papeterier Sylvamo et de l'emballleur Smurfit Kappa dans les communes de Saillat-sur-Vienne et de Saint-Junien en Haute-Vienne.

Hasard ou coïncidence ? Un an et demi après cette lutte et trois jours après la nomination du nouveau ministre de l'Intérieur, trois de nos camarades militants

CGT de l'énergie ont été mis en garde à vue le 24 septembre dernier à Limoges au motif présumé d'avoir été à l'initiative de plusieurs coupures d'électricité à l'ouest du département de la Haute-Vienne. Une première depuis 1995 sur cette terre de résistance. Les ministres passent mais l'antisyndicalisme reste le même !

Beaucoup prédisent que ce gouvernement sera éphémère. En attendant, la macronie garde la main sur l'économie, même si elle cède le ministère régalién de l'Intérieur à ses alliés réactionnaires. Il n'y a donc pas de changement de politique à attendre. Macron aurait même pu économiser une dissolution pour nommer un tel gouvernement !

Et pourtant, le programme du Nouveau Front populaire a donné de l'espoir à nombre des nôtres. En proposant notamment de décréter un état d'urgence

sociale, d'augmenter les salaires et les pensions, d'abolir la réforme des retraites, de relever le défi climatique, de défendre le droit au logement, de réparer les services publics et de promouvoir la paix, ce programme s'inscrit pleinement dans les orientations CGT que nous défendons.

**Tout nous indique que ce n'est pas dans l'attente passive des prochaines élections que nous obtiendrons ce changement tant espéré, mais que c'est par l'organisation du plus grand nombre en syndicat et par la mobilisation que nous changerons la société.**



publics après ses exploits passés, notamment pour faire adopter la loi dite « anti-squat », et les politiques austéritaires dénoncés en page 2 par la Confédération nationale du logement (CNL) ?

Succédant à Gérald Darmanin, dont la police a réprimé et mis nombre de nos militants en garde à vue, le catholique conservateur Bruno Retailleau, qui a longtemps manœuvré pour durcir la loi immigration, n'a manifestement rien à envier à son prédécesseur : tout le monde se souvient des actions des Robins des Bois de l'énergie pendant la mobilisation contre la réforme des retraites. L'électricité a été

# LA VIE DES SECTIONS

1<sup>er</sup> OCTOBRE

## LES RETRAITÉS AUSSI

**MULHOUSE.** Un bon début, sachant qu'à Mulhouse il est toujours plus difficile de mobiliser, plus de 300 manifestants ont battu le pavé à l'appel de plusieurs syndicats dont la CGT, et ce pour un service public et de santé de qualité, la revalorisation du pouvoir d'achat, l'abrogation de la réforme des retraites, contre la montée d'une école du tri social et un enseignement à deux vitesses. Malgré une mobilisation pas vraiment à la hauteur de l'enjeu, le ras-le-bol et la colère sont réels. Osons espérer que ce n'est que le début de quelque chose de plus puissant.

**BORDEAUX.** Une belle manifestation à l'appel de plusieurs syndicats dont toutes les structures de la CGT girondine (UL, UD, Collectif Jeunes, syndicat du Livre, section des retraités du Livre). 5 000 manifestants ont pacifiquement défilé dans les rues de Bordeaux pour réaffirmer leur détermination de voir aboutir leurs revendications et protester contre le déni de démocratie dans lequel se trouve le pays gouverné par une droite ayant largement perdu les élections.



# CE N'EST QU'UN AU REVOIR



Ce même 1<sup>er</sup> octobre, à l'issue de la manifestation du matin et de sa réunion mensuelle, le bureau de la section des retraités du Livre de Bordeaux au grand complet a rendu hommage à un de ses membres, notre camarade Alain Theux. Ce dernier avait annoncé son souhait de cesser son mandat au bureau pour raison de santé à la veille de fêter ses 80 ans. « A la santé du confrère ! »



## LES RETRAITÉS NANTAIS EN FÊTE AVEC LA CGT

Jeudi 12 septembre s'est tenu le traditionnel rendez-vous de rentrée de la CGT 44, « CGT en fête », organisé par les retraités de Loire-Atlantique. La section du Livre de Nantes était présente à cette journée revendicative et festive.

**Présents :** José Nuevo, Daniel Muller, Guy Delmas, Jean-Pierre Albert, Serge Audonnet, Jean-Luc Valegeas, Lionel Duquenne, Patrick Bauret, Jean-Pierre Viaud, Bertrand Bernard, Xavier Hirsch, Jean Pierre Ghiotto, Jean Jousseau, Pascal Le Boulch.  
**En visio :** Patrick Mir, Pascal Fiatte, Daniel Lellouche, Yves Lasnier.  
**Invitée :** Cathy Cau, secrétaire générale de l'UCR.  
**Excusés :** Michel Tèche, Alain Rabin.

## RAPPORT INTRODUCTIF

Dany Muller présente le rapport introductif au débat :

Lors du conseil national de notre UFR du 13 octobre 2020 nous avons dit qu'il se tenait dans une période exceptionnelle.

Pour mémoire nous étions confrontés à une pandémie majeure et historique.

Selon nos sachants, la Covid aurait entraîné un fort accroissement de l'endettement public en France, qui s'élève, à ce jour, à 3 228,4 milliards d'euros selon l'Insee.

Mais est-ce la seule cause ? J'en doute.

D'après les chiffres de la Banque de France 53,2 % de la dette publique française serait détenus par des investisseurs étrangers. Ce taux est l'un des plus élevés parmi l'OCDE.

Depuis notre dernier conseil national des 26 et 27 mars 2024 l'actualité a été riche en malheurs et en événements de toutes sortes.

Les guerres et massacres font rage : Ukraine, Congo, Gaza, Liban, Burkina Faso, Somalie, Soudan, Yémen, Birmanie, entre autres.

Côté festif et sportif il y a eu l'Euro de foot, le Tour de France et les JO et Paralympiques, qui, il faut le reconnaître, malgré la hausse du prix des transports et spéculations, furent un moment d'union et de joie, une réussite et, il faut le souligner, grâce aussi à l'implication des salariés des services publics et des bénévoles.

Pour les miséreux et les demandeurs d'asile, qui ont été déplacés de force en province à cette occasion, l'approche n'est pas la même. Et puis les élections européennes, la dissolution, les législatives, le front républicain, qui, entre parenthèses, se distingue par la malhonnêteté intellectuelle de bon nombre de député(e)s élu(e)s grâce à lui, le déni démocratique, l'hypocrisie politique, le gouver-

nement Barnier avec le retour des pompiers pyromanes.

On prend les mêmes et on recommence avec un orchestre de conservateurs et à la baguette le RN, qui ne se porte jamais aussi bien que lorsque tout va mal.

Une proportionnelle à l'envers puisque ce gouvernement ne reflète pas le résultat des législatives.

Sur une équipe de 39 ministres, 10 sont issus des LR, qui n'ont pourtant que 47 sièges sur 577 députés, et 17 proviennent d'une coalition (Renaissance, Modem, Horizons) battue lors du dernier scrutin.

Exit le Nouveau Front populaire et Divers gauche (192 députés), groupe majoritaire, dont le programme progressiste fait plus que déranger.

En embuscade et maître des horloges, le RN et ses alliés, dont le programme économique et « social » est au service du grand capital et du patronat, même s'il crie au scandale face au blocage des pensions des retraités. Que ne ferait-on pas pour doré son image auprès de l'opinion publique ! Démagogie, quand tu nous tiens...

Ce sombre attelage gouvernemental a annoncé la couleur, et; pour éponger la dette, dont ils sont les seuls responsables, toujours la même politique avec une timide ponction sur les superprofits des grands groupes et une contribution « exceptionnelle » pour 0,3 % des familles qui ont un revenu supérieur à 500 000 €.

Le discours de politique générale du Premier ministre, c'est paroles, paroles, paroles, en nous prenons pour des c...

Remettre en cause les milliards d'aides et exonérations au patronat ? Hors de question. Taxer profits et dividendes ? Faut pas rêver. L'évasion fiscale ? Ah bon, ça existe ?

Pour éponger la dette, gouvernement et patronat font les poches des travailleurs, de la population, des privés d'emplois, prévoient de réduire le nombre de fonctionnaires, envisagent plus que des économies sur la Sécu, la santé, les services publics et l'éducation, ils remettent en cause notre modèle social et, bien sûr, haro sur ces nantis que sont les retraités, qui, dans un premier temps, verront (peut-être) leur pension gelée jusqu'en juillet 2025, une mesure déjà activée par les derniers gouvernements, notamment en 2009, 2014, 2015 et 2018.

Depuis 2013 les pensions auront perdu deux

ans et neuf mois de réévaluation. Pour quel résultat ? Le pays va-t-il mieux depuis ? Les petites et moyennes retraites ne permettent pas de maintenir le niveau de vie face aux dépenses d'énergie, d'alimentation ou aux frais de santé. Deux millions de personnes de plus de soixante ans vivent sous le seuil de pauvreté.

La CGT dénonce les mesures d'austérité pour les retraités.

Les députés, eux, pour récupérer de leur pouvoir d'achat, ont voté, en toute discrétion, une réévaluation de leurs indemnités de 300 €.

Dans son plan de travail pour les mois à venir l'UFR, le CN, devront tenir compte de cette situation et y intégrer une dimension politique qui soit conforme au texte fondateur de la CGT, la Charte d'Amiens, qui tient à distance les partis tout en revendiquant un dessein politique de modification de la société.

L'appel à voter NFP par notre secrétaire générale, Sophie Binet, va dans ce sens et dans celui des travailleurs, des privés d'emploi, des retraités, de la population en général. 16 millions de retraités sur 49,3 millions d'électeurs, le vivier électoral est là. Reste à le transformer en conscience de classe pour que change cette société où dominent le libéralisme, le capitalisme. Il nous faut prendre la parole et parler de politique, et ce partout lorsque l'occasion se présente.

Notre feuille de route adoptée lors de notre XII<sup>e</sup> congrès abordait la continuité syndicale. Tisser si ce n'est retisser nos liens avec les sections syndicales des actifs est compliqué, surtout vu la variété et la complexité de l'activité syndicale dans nos branches professionnelles, dans la CGT en général. L'enjeu ? L'avenir de notre UFR au sein de la Fédé, de la CGT.

Le monde du travail évolue, il faut lui démontrer l'utilité du syndicalisme des retraités.

Face à la pensée unique, à la propagande distillée par les médias dominants, la bataille des idées que nous devons mener se doit d'être renforcée.

Pour cela il nous faut des moyens financiers, Lionel fera le point sur la syndicalisation et notre situation financière.

Mettre nos fichiers à jour reste une priorité si nous voulons être efficaces.

Sans l'implication de chacun d'entre nous, là où il milite, dans son syndicat, dans les instances syndicales, sa région, notre plan de travail est voué à l'échec.

*Il nous faut également populariser les revendications de notre UFR, de l'UCR, de la CGT, notamment l'augmentation des salaires et des pensions et l'abandon de la réforme des retraites, le maintien et l'amélioration du service public, l'éducation, la santé, l'accompagnement à bien vieillir.*

*Se mobiliser pour empêcher une violente politique d'austérité, le 1<sup>er</sup> octobre a été un timide début.*

*Comme a dit Sophie Binet lors d'un entretien avec Catherine Cau, secrétaire de l'UCR, dans « Vie Nouvelle » : « On se préparait à une rentrée de résistance, construisons une rentrée de conquêtes. »*

*Alors allons-y, tous ensemble.*

## DEBAT

Un camarade fait remarquer qu'il y avait ce matin un rassemblement pour soutenir les salariés du groupe Milee. Peu de camarades de l'UFR étaient présents pour porter la solidarité. Il rappelle que ces salariés sont, pour beaucoup, des retraités. Une délégation a été reçue par un fonctionnaire du ministère de l'Industrie. Il propose que l'UFR puisse faire une motion de soutien. Un camarade entame le débat sur la politique et la CGT rappelant les circonstances dans lesquelles la CGT a soutenu le NFP sur des bases claires.

Un autre considère qu'il faut empêcher des partis dits « de gauche » de s'emparer du désarroi actuel et de faire le lit du RN. Comme dit Sophie Binet, on était à minuit moins cinq et nous sommes revenus à minuit moins le quart. Si nous n'obligeons pas à un front uni, on a perdu... Car avec le RN c'est la disparition de la CGT.

Un camarade rappelle que faire de la politique c'est revendiquer et dénoncer les choix politiques qui s'annoncent. Un autre renchérit en disant que l'on fait tous de la politique. La CGT est indépendant mais elle prend position. Cela a permis le succès du barrage à l'extrême droite. N'oublions pas que le NFP s'est construit en quinze jours avec des différences très importantes entre et dans les partis.

Le 1<sup>er</sup> octobre doit être considéré comme une première étape. La manifestation de Bordeaux a, par exemple, rassemblé beaucoup de monde.

Il y a ce que l'on se dit entre nous mais quand on discute avec les gens, pour beaucoup le RN c'est l'ordre et la chasse aux immigrés. Il faut avoir un langage



simple avec les gens sur des choses simples. Par exemple, s'il n'y a plus de cotisations sociales, comment tu paies tes frais de maladie, ta retraite ? Enfin de ce qui les touche directement. Car nous sommes en face d'un manque de conscience politique généralisé.

En fait, selon un autre, avec le NFP on a perdu. Peut-être avons-nous pris position trop tard à la CGT. La CGT est issue d'une idéologie politique et nous sommes face à une désaffection des salariés qui sont tentés de voter RN. Il faut sortir de notre zone de confort pour retrouver un esprit révolutionnaire (ZAD, etc.) avec ceux qui sont peut-être l'avenir de la CGT. Ce n'est pas dans les discussions politiques avec les partis que l'on va faire bouger les choses. D'ailleurs, faut-il vraiment forcer les socialistes à rester dans le NFP ?

Les citoyens dans nos « obédiences » sont dans la morosité la plus complète. Dans quel état est notre corps militant ? Connaissances et éducation politiques restent indispensables. Il faut s'adapter à la situation et d'abord s'intéresser à nos militants. Il faut revenir aux notions de proximité en parlant notamment des services publics car cela parle aux gens.

Un camarade considère que l'espérance de vie sera touchée par l'augmentation de la précarité. Il faut essayer de convaincre le plus grand nombre de notre vision du monde. Le discours dominant relayé par les médias tenus par des milliardaires, c'est un peu David contre Goliath.

Un autre rappelle que nous nous adressons aux retraités, population particulière. Quelles sont les armes dont nous disposons pour renverser la tendance ?

Nous devons tous prendre nos responsabilités quel que soit notre niveau de militantisme. Le conflit Israël/Palestine c'est pour l'avenir des dizaines d'années de

haine qui se profilent pour les enfants des deux communautés.

Un camarade dit la désolation qu'il a ressentie à l'occasion des commémorations de la libération du pays du fascisme où rien n'a été opposé au RN, qui paraissait dans ces manifestations comme si de rien n'était. Aujourd'hui il manque beaucoup de fraternité et de convivialité, ce qui est le ciment indispensable au maintien de nos syndiqués voire à leur augmentation.

Nous avons un véritable problème d'orga. Pas connaissance de nos syndiqués et des responsables des sections.

Suite à nombre de sondages, nous savons que les véritables priorités des citoyens ce sont les services publics, l'éducation, la santé, le pouvoir d'achat...



Cathy Cau, secrétaire générale de l'UCR, rappelle qu'elle est issue de la fonction publique territoriale et qu'elle a milité dans l'interpro. Elle revient sur la question de la politique, considérant que prendre en compte la réalité de ce que vivent les retraités, c'est faire de la politique. Elle interroge sur les moyens à mettre en œuvre pour que nos UFR déploient leur activité sur les territoires. Il n'est pas évident de

faire sortir les copains du champ professionnel. Ce fut d'ailleurs un des objectifs fixés par le Comité général de l'UCR de faire travailler ensemble les champs professionnel et interprofessionnel. Elle confirme que la CGT a bien fait de réagir en très peu de temps à la dissolution et aux législatives. On a perdu sur le niveau de conscience politique et les formations.

Un camarade du Comité régional Aquitaine évoque la question du bulletin de pension, qui n'a toujours pas abouti, malgré une question au gouvernement posée par un député.

Des précisions sont données sur le travail déjà réalisé par l'avocat que le CRA a consulté. L'objectif est de continuer à avancer sur le sujet afin d'arriver à fournir à chaque retraité la totalité des éléments composant sa pension de retraite. Chose qui va se compliquer encore davantage avec les carrières de plus en plus hachées des salariés qui vont arriver à la retraite. Contact avec l'avocat va être repris pour pousser les hypothèses de travail qu'il a suggérées.

## POINT FINANCIER

Le trésorier de l'UFR fait un point sur les comptes UFR. Il apparaît que, en raison d'un décalage d'environ neuf mois issu du dysfonctionnement de Cogetise, les comptes 2023, qui avaient été annoncés comme assez catastrophiques, sont finalement corrects dans la mesure où la grande majorité des cotisations 2023 ont été perçues par l'UFR en septembre 2024. Par contre, en raison du même phénomène, les réalisations 2024 sont très en deçà des prévisions mais il est probable que les choses vont se rétablir d'ici quelques mois, en 2025, lorsque les cotisations 2024 seront payées à l'UFR.

La discussion a ensuite porté sur le journal « Ensemble » et le fait que les **10 € d'abonnement annuel par syndiqué (en vigueur depuis 2020)** ne sont pas toujours payés par les sections. Vient également en discussion l'intérêt « politique » qui demeure de faire parvenir notre publication à tous nos syndiqués.

Il semble que quelquefois le niveau des cotisations encaissées par les sections soit en dessous du 1 % et ne permette pas de régler facilement cette adhésion annuelle à l'UFR.

La question du couplage éventuel avec

« Impact », journal de la Filpac, est également abordée ainsi que la publication des numéros précédents d'« Ensemble » sur le site de la Filpac.

## INFOS SUR LA DERNIÈRE RÉUNION DU CEN DE LA FILPAC

Jean-Pierre Ghiotto, représentant de l'UFR au CEN, donne les infos sur cette réunion qui s'est tenue les 25 et 26 septembre à Tours, à un moment où trois camarades de la CGT étaient en garde à vue. Les points abordés ont été notamment la formation, avec une organisation dorénavant adaptée aux besoins des syndicats pour plus d'efficacité, l'accord Prim et ses difficultés d'application suite à la réforme des retraites, les droits voisins, l'Intelligence artificielle, le « DISP » (« dispositif » envisagé pour la PQR et la PQN pour les huit années à venir mais qui n'est pas financé à ce jour), la nouvelle grille de qua-

lification du secteur de la Publicité, qui fait face à une forte déréglementation en matière sociale. Enfin le dépôt de bilan de Milee (ex- ADREXO) avec 10 000 suppressions d'emplois. Une motion est rédigée et adoptée par le Conseil national (voir ci-dessous).

## DIVERS

À la suite de sa prochaine réunion, le bureau de l'UFR fera des propositions au Conseil national pour la création d'un groupe de travail sur la mise à jour de nos fichiers avec un travail imaginé par région et avec des responsables par région.

Par ailleurs, il est décidé de passer le nombre de réunions du Conseil national de l'UFR de deux à trois par an. Prochaine réunion du Conseil national les 4 et 5 mars 2025.

**Serge AUDONNET**

## MOTION DE SOUTIEN DE L'UFR FILPAC-CGT AUX EX-SALARIÉS DE MILEE

Le Conseil national de l'Union fédérale des retraités (UFR) de la Filpac-Cgt, réuni en séance plénière ces 8 et 9 octobre à Montreuil, tient à apporter son soutien aux ex-salariés de Milee (anciennement Adrexo).

Un grand nombre de ces ex-salariés, déjà en situation de précarité, se retrouvent aujourd'hui en grande difficulté suite à la liquidation judiciaire de leur entreprise. Privés de salaire depuis le mois de juillet, sans prise en charge par les AGS et sans possibilité de s'inscrire comme demandeurs d'emploi à France-Travail, ces 10 000 travailleurs ne peuvent souvent plus subvenir ni à leurs besoins, ni à ceux de leurs familles.

Le Conseil national de l'UFR demande que toute la lumière soit faite sur les agissements des trois actionnaires peu scrupuleux de cette entreprise - Éric Paumier, Frédéric Pons et Guillaume Salabert - qui ont détourné des dizaines de millions d'euros, ainsi que sur la responsabilité de l'État dans ce désastre social, qui représente le plus gros plan de licenciements de ces quarante dernières années ! Suite au rassemblement devant le ministère des Finances du mardi 8 octobre organisé par notre fédération, le dossier Milee bénéficie d'un éclairage médiatique qui devrait permettre à la CGT de porter les revendications urgentes des ex-salariés de Milee. L'UFR de la Filpac-Cgt exige que toutes les situations soient prises en compte par l'ensemble des services de l'État dans les meilleurs délais et que la situation des retraités, ex-salariés de cette entreprise, fassent l'objet d'un traitement particulier.

En effet, le Conseil national s'inquiète plus particulièrement du sort de ces quelque 3 000 retraités déjà obligés de distribuer des prospectus pour survivre et qui, sans cette ressource financière vitale, vont se retrouver dans une situation d'extrême pauvreté. Si des solutions sociales pouvaient être trouvées sous la pression de notre organisation syndicale et des forces politiques progressistes, ces retraités travaillant pour Milee, disséminés en territoire et se trouvant bien au-dessous du seuil de pauvreté, ne doivent pas devenir les grands oubliés de cette gagebie sociale.

Montreuil, le 9 octobre 2024

# HISTOIRE SOCIALE À DOUARNENEZ

## LE 100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA GRÈVE DES SARDINIÈRES

La paisible cité portuaire de Douarnenez va connaître, de novembre 1924 à janvier 1925, un terrible conflit social, celui des sardinières contre les usiniers.

« Ces femmes, qui élevaient des enfants, ramendaient les filets, travaillaient en usine avec un savoir-faire et une expérience professionnelle reconnus de tous, se trouvaient les plus dominées d'entre les dominés », raconte Anne-Denes Martin\*.

Mais elles ont un atout : leur nombre et leur obstination bien bretonne. En 1924, elles sont environ 2 000 à travailler dans les usines de Douarnenez, devenue, depuis trois ans, la première municipalité communiste de France. Beaucoup sont les filles ou les nièces des grévistes de 1905.

Vendredi 21 novembre 1924, sans mot d'ordre, sans slogan, sans consigne, sans tract, la grève éclate dans l'usine Carnaud de Douarnenez, ferblanterie qui fabrique les boîtes de conserve pour les sardineries. Du jour au



D. Renoult, du journal «L'Humanité», et M. Simonin, de la CGTU, dans : « La grève de Douarnenez », ouvrage publié en 1925.

lendemain, ouvrières et apprenties cessent de travailler pour descendre dans la rue et réclamer une hausse de salaire.

Pendant six semaines, les Penn Sardin résistent aux pressions des usiniers qui menacent de les renvoyer. Mais elles n'ont qu'une réponse : « *Pemp real a vo !* » (« 25 sous nous aurons ! ». Elles déambulent dans la ville, s'arrêtant devant chaque usine pour entonner leur mélodie favorite. Chaque jour, les grévistes se rassemblent sous les halles de la ville afin de discuter de la

suite des événements. Un comité de grève est élu qui compte six femmes sur 15 membres, afin de négocier avec les représentants du patronat.

Les sardinières ont été rejointes par des soutiens locaux et nationaux. La parole politique se libère chez les femmes.

Dès le début de la grève, Charles Tillon est présent avec Lucie Colliard, une institutrice révoquée par Clemenceau pour cause d'opinion communiste.

### 46 JOURS DE LUTTE

Le lundi 24, les ouvrières se rendent dans toutes les usines de conserves, à la biscuiterie, à la scierie, à la fabrique de filets. Avec elles, il y a Marie Bosq, de la CGTU des tabacs de Nantes. Les femmes grévistes pénètrent dans chacune des maisons, appellent leurs camarades, leur disent que le moment est venu. C'est comme une traînée de poudre. Le lendemain, la grève est générale.



Un grand meeting est tenu sur le terrain municipal du Guet. Marie Bosq, Lucie Colliard, Charles Tillon prennent la parole.

Commence alors le grand travail d'éducation et d'organisation. Arrivé le 26, Maurice Simonin, de la fédération de l'alimentation, fait nommer deux délégués par usine.

Un comité de grève s'organise et le cahier de revendications est établi. Le mouvement est lancé malgré les efforts du préfet Desmars pour l'étouffer.

L'économie est à l'arrêt. Le port et les quais sont occupés par les sardinières, bientôt rejointes par davantage d'hommes et d'enfants qui entonnent des chants agitateurs.

La lutte est médiatisée. Le 4 décembre, à la suite d'une échauffourée entre des grévistes et un convoi transportant des caisses de conserves, Le Flanchec et Henriot, député communiste de la Seine, s'interposent entre les grévistes et les gendarmes.

### « VOS PATRONS SONT DES BRUTES ET DES SAUVAGES »

Accusé d'entrave à la libre circulation des biens, Le Flanchec est suspendu un mois par le préfet Desmars.

Le 12 décembre, le comité de grève accepte le principe de l'arbitrage ; l'assemblée des grévistes ratifie la décision et nomme une délégation composée de trois femmes, M<sup>mes</sup> Morvan, Julien et Poquet, et deux hommes, MM. Vigouroux et Jequel. Lucie Colliard et Maurice Simonin les accompagnent à Paris où la délégation est reçue, le 15, par Justin Godart, ministre du Travail.

Côté patronal, MM. Béziers, Marlière et Ollivier, également reçus, refusent l'arbitrage.

Le ministre dira d'eux : « Vos patrons sont des brutes et des sauvages. »

Le 23 décembre, un nouvel événement vient bouleverser le cours des choses. Une usinière, M<sup>me</sup> Quéro, à la tête d'une petite conserverie de la ville, accepte les revendications de ses ouvrières. Le contrat porte l'heure à 1 F pour les femmes et à 1,50 F pour les hommes, avec 50 % d'augmentation après minuit ou après la dixième heure de travail.

L'usine Quéro ouvre à nouveau ses portes. Aucun renvoi pour fait de grève



**Décembre 1924. Long cortège des ouvrières en grève devant l'usine rouge de Gaston Chancerelle.**

n'est prononcé. Il s'agit cette fois d'une première victoire pour les ouvrières.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1925, une fusillade éclate dans un café de la ville, blessant cinq hommes, dont trois marins ; le maire Le Flanchec est touché à la gorge et son neveu à la tête. Les auteurs se retranchent à l'Hôtel de France où les usiniers ont l'habitude de se retrouver. C'est l'émeute. Le lieu est saccagé, la ville en ébullition. D'importantes sommes d'argent sont retrouvées sur les briseurs de grève. Le soir même, Béziers, Ollivier et Marlière ont compris qu'ils avaient manqué leur coup.

### POUR LES FEMMES ET LES OUVRIÈRES UNE ÉTAPE IMPORTANTE

Le lendemain de la tentative d'assassinat, la tension est extrême. L'opinion publique, informée par la presse, soutient les Penn Sardin. Le 3 janvier, Daniel Renoult, de « L'Humanité », apporte la nouvelle : les usiniers vont négocier. Le soir aux halles, à 20 heures, devant Lucie Colliard et Charles Tillon, une foule piétine d'impatience. Pour toutes, les choses sont claires, les usiniers ne cèdent que parce qu'ils sont tenus pour responsables des crimes du 1<sup>er</sup> janvier.

Le 6 janvier, tout est signé. À 8 h 30, devant plus de 5 000 personnes, Maurice Simonin lit le contrat en détaillant les clauses sous un tonnerre d'applaudissements.

Le 7 janvier, consacré à fêter la victoire, un cortège d'au moins 10 000 personnes emprunte un itinéraire inhabituel évitant le passage devant les usines. Le soir, on danse. Au lendemain de la grève, une sardinière, remarquée par Charles Tillon, se démarque de la foule des grévistes, « car elle est veuve et n'a donc pas de mari qui pourrait l'empêcher de se présenter aux élections ».

Le maire Le Flanchec propose à Joséphine Pencalet de participer à la liste du Bloc ouvrier et paysan pour les élections municipales de mai 1925. Avec 1 283 voix, arrivant en 24<sup>e</sup> position des suffrages, elle devient alors la première femme élue en Bretagne et une des premières conseillères municipales françaises.

Élue, elle siège pendant six mois au sein des commissions scolaire et d'hygiène. Parallèlement, elle exerce la fonction de secrétaire adjointe du bureau du Syndicat des Métaux de Douarnenez, affilié à la CGTU. Son élection est annulée par arrêté préfectoral au motif qu'elle est une femme.

Ce que le Conseil d'État confirme en novembre 1925 (les femmes n'obtiendront le droit de vote en France qu'en 1944, soit vingt ans plus tard). Cette grève a été l'une des premières grandes mobilisations féminines et a marqué une étape importante dans l'histoire du mouvement ouvrier et féministe en France.

\* Universitaire, écrivaine (« Les Ouvrières de la mer »).

Textes et photos extraits du bulletin n° 24 de l'IHS Finistère.



## PHILOSOPHIE

Lionel DUQUENNE - TRÉSORIER DE L'UFR

# RÉFLEXIONS SUR LA VIE, LA SANTÉ ET LA SOCIÉTÉ

▶ **La naissance, la vie, le milieu social et politique, la santé, l'avenir... Ainsi conçue, la démocratie serait le prolongement de l'autre secourable que le petit homme ou la petite femme rencontre dès son arrivée dans ce monde, en réponse à son besoin de dépendance qu'engendre son état de prématurité.**

L'humain est de toutes les espèces celle dont l'enfance est la plus longue, celle qui demeure le plus longtemps inadaptée à la survie sans la présence d'autrui. Paradoxalement, c'est de cette dépendance que proviennent la liberté de l'espèce, son pouvoir d'agir, son souci de justice, l'invention de sa culture et de ses techniques.

D'où vient cette préoccupation maternelle primaire qui conduit l'environnement familial et social à accueillir la dépendance de cet être précaire qu'est le nourrisson et à y répondre en s'adaptant à ses besoins ?

Si ce n'est des identifications croisées par le jeu desquelles la vulnérabilité de l'un réveille celle de l'autre pour mieux apprendre aux deux à prendre soin, prendre soin l'un de l'autre.

À condition que ce troisième qu'est la société leur en offre la possibilité. Il suffit de se rendre compte, dans le cadre logique et idéologique hérité de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, industrialisé et militarisé au cours du XX<sup>e</sup> siècle, qu'elle s'était révélée incapable, à l'exception des Trente Glorieuses qui avaient suivi la Libération, de fournir les conditions sociales et culturelles d'un environnement suffisamment bon.

C'est bien pourquoi la place qu'une société accorde à cette dimension du cœur, du prendre soin est fondamentalement politique. La place du soin dans les pratiques professionnelles de santé se révèle un marqueur significatif de la manière dont une société traite les plus vulnérables de ses citoyens.



Dans une société addict à la force et à la performance, les valeurs d'humanisation contenues dans nos vulnérabilités sont délaissées, méprisées, déniées.

Il s'ensuit que les soignants eux-mêmes, en oubliant de prendre soin, empêchés qu'ils sont de pouvoir dépasser la dimension instrumentale, technique et quantifiée de leurs fonctions, risquent de causer beaucoup de souffrance sans le savoir. Souffrances singulières du malade, de l'enfant, du vieillard, des gens de peu, souffrance collective aussi de et dans la démocratie.

Avec la perte de la capacité de dépendre et de celle de contenir l'angoisse et la peur par le soin, ce sont la gratitude, la confiance, le souci de justice et le sentiment de sécurité qui passent à la trappe. Ce que l'on appelle parfois, et un peu vite, empathie n'est que la conséquence de cette capacité de s'identifier au plus fragile. Identification sans laquelle règne un utilitarisme monstrueux qui exploite la nature comme l'humain.

La santé est un problème écologique dans un sens plus étendu que celui qu'on donne habituellement à ce mot. La crainte de l'effondrement, comme la solastalgie (souffrance et détresse psychique) sont les parties émergées de

cet effondrement du soin qui a déjà eu lieu.

Cette préoccupation thérapeutique primaire qu'est le temps du soin risque de se voir effacée par les prodigieuses découvertes des machines algorithmiques de notre santé. Ce n'est pas la faute des machines numériques si leur progrès nous rend moins humains, mais la conséquence d'une manière politique et

éthique de gouverner les autres et de se gouverner soi-même. La vie démocratique et les savoirs pratiques des professions de santé dégénèrent progressivement.

Parlons de l'Assistance publique : des gens souvent héroïques, travaillant avec un matériel fatigué qui paraît les renvoyer à leurs maigres salaires, à leurs efforts par vocation, à leurs douleurs masquées et au fait que tout le monde, ici, patients et soignants, paraît coûter trop cher à une société dont l'unique arrière-pensée semble être de réduire l'imagination, l'attention et les frais ; car il n'y a pas que les patients, ici, pour avoir une vie difficile.

Ceux qui les soignent ont souvent vécu des drames, des blessures mentales et physiques, des maladies graves ou autres. On l'apprend peu à peu, en miroir de sa propre situation.

Il est pitoyable d'entendre ceux qui dirigent en appeler à la responsabilité des citoyens après leur avoir inoculé depuis des dizaines d'années une culture de l'individualisme, et des bienfaits d'une société capitaliste qui pille les richesses produites par le travail, en augmentant sans cesse sa part. Dénier le caractère périssable des choses et des êtres, en les épuisant jusqu'au *burn out* et à la dévastation, c'est refouler la réalité du temps et de la mort.

# LES LEÇONS DE L'HISTOIRE...

## UN DÉPUTÉ DE GAUCHE OU DE DROITE ?

**Voici l'intervention d'un député de Paris\* à la Chambre des députés, le 29 janvier 1848, année de la chute du régime de Louis Philippe.**

*« On dit qu'il n'y a point de péril parce qu'il n'y a pas d'émeutes ; on dit que, comme il n'y a pas de désordre matériel à la surface de la société, les révolutions sont loin de nous (...)*

*Sans doute, le désordre n'est pas dans les faits, mais il est entré bien profondément dans les esprits.*

*Regardez ce qui se passe au sein de ces classes ouvrières qui, aujourd'hui, je le reconnais, sont tranquilles. Il est vrai qu'elles ne sont pas tourmentées par les passions politiques proprement dites au même degré où elles en ont été tourmentées jadis, mais ne voyez-vous pas que leurs passions, de politiques, sont devenues sociales ?*

*Ne voyez-vous pas qu'il se répand peu à peu dans leur sein des opinions, des idées qui ne vont point seulement renverser telles lois, tel ministère, tel gouvernement même, mais la société, à l'ébranler sur les bases sur lesquelles elle repose aujourd'hui ?*

*N'écoutez-vous pas ce qui se dit tous les jours dans leur sein ?*

*N'entendez-vous pas qu'on répète sans cesse que tout ce qui se trouve au-dessus d'elles est incapable et indigne de les gouverner, que la division des biens faite jusqu'à présent dans le monde est injuste, que la propriété repose sur des bases qui ne sont pas des bases équitables ?*

*Et ne croyez-vous pas que, quand de telles opinions prennent racine, quand elles se répandent d'une manière presque générale, quand elles descendent profondément dans les masses, qu'elles doivent amener tôt ou tard, je ne sais quand, je ne sais comment, les révolutions les plus redoutables ? (...) Je crois que nous nous endormons à l'heure qu'il est sur un volcan, j'en suis profondément convaincu. »*

En lisant ce texte on doit s'interroger, surtout que nous traversons une période d'incertitudes aussi bien économiques que sociales. On peut penser qu'il est de gauche. Ou alors un homme de droite conscient de la remise en cause de certains privilèges des possédants ?

Reconnaissons que l'auteur de ces lignes a une vision réelle de ce qui agite la société de son époque.

Philosophe, politologue, homme politique, historien, précurseur de la sociologie, écrivain, académicien, entre autres, cet adepte de la démocratie américaine se positionne centre gauche, ce qui ne l'a pas empêché de

siéger au parti de l'Ordre sous la II<sup>e</sup> République, un regroupement non structuré de personnalités conservatrices et partisans de l'ordre, de la sécurité et des bonnes moeurs. Y siégeait également un certain Adolphe Thiers, qui réprima plus que sévèrement la révolte de la Commune en mai 1871.

À ceux qui lisent ces quelques lignes de juger si ce député était de gauche ou de droite à son époque.

Toute ressemblance avec la situation que nous vivons aujourd'hui, avec certains politiciens, ne peut être que fortuite.

**\*Comte Alexis de Tocqueville.  
Daniel MULLER**

## BILLET D'HUMOUR

### CE N'EST PAS COMPLIQUÉ UN HOMME

**Pourquoi les hommes sont-ils les êtres les moins inquiets ?  
Ils peuvent ouvrir eux-mêmes leur pot de confiture.  
Ils ne peuvent jamais être « enceinte ».**

**Leur nom de famille ne change pas.  
Les rides leur donnent de la personnalité.**

**Les gens ne fixent pas leur poitrine quand ils leur parlent.**

**Les conversations téléphoniques sont finies en 30 secondes.**

**Ils n'ont besoin que d'une valise pour des vacances de cinq jours.  
Ils peuvent pisser à peu près partout.**

**Ils se fichent de la façon dont les autres hommes s'habillent.**

**Le moindre geste agréable de leur part leur vaut de la reconnaissance.**

**Leurs sous-vêtements coûtent au plus 15 euros pour un paquet de 3.  
Trois paires de chaussures sont plus que suffisantes.**

**Les frites, le chocolat, les viandes**

**en sauce, la pizza, la charcuterie, ne leur posent aucun problème.**

**Ils sont incapables de voir si leurs vêtements sont froissés ou tachés.**

**Tout sur leur visage reste de la même couleur tout le temps.**

**Ils pensent et communiquent essentiellement au premier degré.**

**Le programme de la machine à laver le linge reste définitivement incompréhensible.**

**Ils partagent avec leur chat une peur instinctive de l'aspirateur.**

**Leurs magasins préférés Casto, Fnac, Décathlon...**

**Ils n'ont que leur visage à raser.**

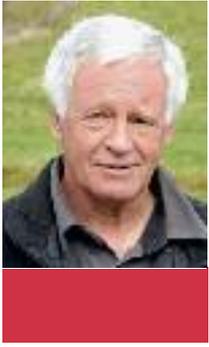
**Ils peuvent se promener en short, quel que soit l'état de leurs jambes.**

**Ils peuvent s'arranger les ongles avec un canif de poche.**

**Ils peuvent faire les courses de Noël pour 25 personnes en 25 minutes le 24 décembre.**

**Et quand ils voient une jolie poitrine, ils ne comparent pas, ils profitent !**

**Voilà pourquoi les hommes sont heureux !...**



# LES RELIGIONS (1<sup>re</sup> partie)

Daniel MULLER - SECRÉTAIRE DE L'UFR

## POIDS ET IMPACT SUR LA VIE SOCIÉTALE

**Les religions existent-elles depuis la nuit des temps ? Eh bien non. Aujourd'hui certaines religions sont au cœur de scandales de toutes sortes et, malheureusement, la cause de nombreux conflits dont l'enjeu dépasse, le plus souvent, les fondamentaux religieux mais servent de prétexte pour asseoir puissance, possession, domination des esprits, privilèges.**

L'apparition des religions date d'il y a environ 10 000 ans.

Ce qui veut dire que les humains se sont passés de religions durant la plus longue partie de leur présence sur terre.

Cette période, selon les scientifiques, a été l'ère la plus heureuse et la plus spirituelle de l'humanité.

Les religions sont donc un phénomène culturel et social récent.

Au fil de l'histoire, les religions et leur(s) dieu(x) prennent une place de plus en plus importante dans la société.

Elles sont nées lorsque les êtres humains se sont mis à réfléchir pour s'adapter au monde hostile qui les entoure.

La religion est donc née de la peur, de la peur de l'inconnu et, par manque de savoir, l'homme se tourne vers l'invisible, à la recherche d'aide. Le sacré est né. Des pratiques religieuses rudimentaires se mettent en place avec leurs rituels, les offrandes, les sacrifices, l'émergence de sorciers, gourous et autres prêtres.

L'évolution de la religion n'est donc pas linéaire ni universelle. Pour preuve, les sciences sociales estiment aujourd'hui que l'humanité a créé environ 10 000 religions, sans prendre en compte les différents schismes.

### AVANT DE POURSUIVRE, UN PEU D'HISTOIRE

Si aujourd'hui les religions les plus importantes à travers le monde sont le christianisme, l'islamisme, le judaïsme, l'hindouisme, le bouddhisme, le confucianisme,

je m'arrête, dans cet article, au pourtour religieux méditerranéen.

Je passe volontairement sous silence les guerres de religion dont les victimes sont, de loin, supérieures aux conflits « traditionnels ».

### LA CIVILISATION ÉGYPTIENNE

Dans l'Antiquité, du temps de la civilisation égyptienne, civilisation brillante, qui débuta vers 3200 avant notre ère, la religion populaire recensait près de 700 dieux (polythéisme). Les principaux dieux étant représentés sous un aspect mi-humain, mi-animal. À chaque région le sien même s'il y a des dieux communs à tout le royaume. Les prêtres recevaient leur éducation dans des temples et se succédaient de père en fils. Des professionnels du culte.

Cette multitude de dieux, sachant que le numéro un dans la hiérarchie est le pharaon, fils des dieux et dieu lui-même, peut avoir au moins un mérite : celui de laisser libre cours à l'imagination humaine et donc permettre la diversité de la création et le développement intellectuel populaire.

Cependant, la croyance en ces dieux et déesses dictait la façon dont les gens vivaient leur vie, dont ils traitaient les autres, dont ils cultivaient et travaillaient et toutes leurs croyances sur l'au-delà.

Pour gagner la faveur des dieux, et de celui qui agit comme intermédiaire, en l'occurrence le pharaon, il fallait les soutenir par des rituels et des offrandes. S'il reste de nombreuses traces matériels, temples et autres édifices, la fragilité du papyrus a fait que les écrits de cette époque sont quasi inexistantes si ce ne sont les hiéroglyphes.

Pour qu'une civilisation perde il faut qu'il y ait adhésion humaine, malheureusement de gré ou de force. On accédait, en fonction de son rang, aux écoles, en l'occurrence des scribes, les véritables maîtres du pays, ils savaient lire et écrire. Pour simplifier : une classe dominante,

des propriétaires et les laissés pour compte. Déjà...

La composition hétéroclite de la « classe ouvrière » de l'époque n'a pas empêché que des mouvements sociaux éclatent, puisque, sous le règne de Ramsès III, des grèves répétées d'ouvriers qualifiés occupés à la construction du tombeau du pharaon eurent lieu pour protester contre l'irrégularité des salaires fournis en nature et contre les humiliations dont ils étaient victimes.

### LA CIVILISATION GRECQUE

Du temps de la civilisation grecque, également brillante, qui chevauchait celle des égyptiens, les transactions commerciales, l'assistance militaire et les alliances stratégiques reposaient en grande partie sur l'échange, le commerce et la réciprocité. Ce qui n'empêchait pas les conflits armés entre Égyptiens et Grecs.

Les Grecs (Hellènes), conscients de la formidable richesse intellectuelle et artistique de la civilisation égyptienne, y puisèrent une large part de leur savoir.

Pour mémoire, la Grèce de l'époque était constituée par les migrations de peuples aussi bien russe du Sud, qu'aryens ou indo-européens poussés vers des terres plus riches (la migration des humains ne date donc pas d'aujourd'hui).

Mais l'accès aux textes sacrés, jalousement gardés par les prêtres égyptiens, leur fut interdit. Dès lors, rien ne put endiguer l'incompréhension radicale et grandissante entre les deux civilisations. Imaginons un instant le « bond » en avant qu'aurait amené cet échange de savoir-faire entre deux civilisations ?

La civilisation grecque est considérée comme démocratique, encore que cette démocratie est relative, elle évoluait dans des limites très strictes, puisque femmes et esclaves n'avaient pas droit de vote dans les cités. Les citoyens de plein droit ne forment qu'une partie de la population. Du point de vue de la religion, les Grecs étaient également polythéistes. Ils

vénèrent des dieux à la puissance illimitée qui vivent sur le mont Olympe. Ces divinités ressemblent à des hommes et à des femmes, avec des qualités et des défauts humains, mais elles sont immortelles. Les dieux grecs représentent des forces de la nature (vent, foudre, feu, etc.). Ils sont honorés dans des lieux sacrés, les sanctuaires, sous forme de temple. Pour les Grecs les dieux combattent à leur côté.

La religion grecque, bien que civique, a-t-elle bénéficié aux citoyens grecs de base ? J'ai des doutes car les plus riches vivent de leur rente et ont loisir d'occuper leur temps en se cultivant, alors que les autres, mais aussi les métèques (les étrangers), doivent travailler.

Avec des prières, des dons, des rituels qui

marquaient des occasions importantes comme la naissance, le mariage et la mort, des libations, la religion, bien que personnelle et ponctuée par de nombreuses fêtes, était présente dans tous les domaines de la vie. De nombreux philosophes grecs eurent le courage de rejeter la croyance populaire dans les dieux.

L'idée d'un dieu unique commence à faire son chemin.

Aristote avançait l'idée, souvent reprise, qu'un dieu devait avoir mis en marche le mouvement de l'univers. On peut mesurer l'affrontement intellectuel et idéologique de l'époque.

### LA CIVILISATION ROMAINE

En 735 avant notre ère naissait et se développait une ville : Rome.

Début de la fin de la civilisation égyptienne et grecque. S'il est vrai que les Romains imposent leurs dieux, ils accueillent aussi volontiers ceux des autres peuples. D'ailleurs n'y avait-il pas à Rome une statue du dieu inconnu ?

Seul le peuple juif oppose aux Romains, dans le domaine religieux, une résistance farouche parce qu'il vénère un seul dieu et rejette en vrac tous les autres.

À commencer par l'empereur, qui pour les Romains, est l'égal des dieux, avec tous les pouvoirs que l'on peut imaginer.

**Dans le prochain « ENSEMBLE », un article sur la naissance du christianisme et de l'islamisme et leur influence sur la vie économique, politique et sociale.**

## ÉCONOMIE

# FAIRE UN BUDGET DE L'ÉTAT EN DÉFICIT, POURQUOI ?

**Pourquoi faire les budgets de l'État en déficit, tout simplement parce que, s'il était équilibré, nous n'aurions pas à faire appel aux banques qui gèrent les comptes des citoyens ; faire des budgets déficitaires est donc bien une volonté politique d'enrichir les prêteurs et les banques.**

Qui détient la dette de la France, qui dépasse 3 000 milliards d'euros ? Toute la question est là. L'on pourrait penser que les grosses fortunes, qui empochent d'énormes dividendes année après année – ce qui les rend encore plus riches –, que, par sécurité, elles mettent à l'abri dans des paradis fiscaux, en sont en partie responsables.

Quand un État emprunte, il s'adresse à la Banque centrale européenne, qui propose aux grosses fortunes des paradis fiscaux de combler les déficits des États. Soulignons au passage que le taux de prêt pour l'État est supérieur au taux du marché : c'est normal, c'est une petite commission pour remercier les banques... Cette volonté politique enrichit encore un peu plus les prêteurs.

En clair : plus les États s'endettent, plus le capitalisme mondialisé s'enrichit, c'est la loi du crédit. Cette technique est d'ail-

leurs appliquée aux citoyens eux-mêmes, qui, pour acheter, utilisent le crédit. Pour les y pousser, il faut créer les conditions, par exemple en écrasant les salaires pour entrer ainsi dans ce système impitoyable d'enrichissement du grand capital. Il suffit de voir le montant des grosses fortunes, qui s'amplifie chaque année, qu'ils osent, sans aucune pudeur, faire paraître dans différents magazines, qui d'ailleurs leur appartiennent !

Vous me direz : à quoi sert tout cet argent ? Tout simplement à permettre à certains États d'assujettir de nouveaux pays soit par l'appauvrissement progressif, soit par la guerre.

D'ailleurs, notre président, face à la dette, a fait doubler le montant alloué au budget de l'armée pour 2024, une petite hausse de 29 milliards ! Cela recommence : les nouveaux va-t-en guerre sont sur le terrain, et notre président, qui n'aime pas le président Poutine, fait tout ce qu'il peut pour que cette sale guerre continue !

Aidé en cela par le président étasunien et une partie des 27 pays qui composent l'Union européenne. Il faut dire que Biden, vu son âge, approche de sa fin, et, comme le dit l'adage : « Après moi le déluge, ou la fin du monde ! » D'ailleurs, les

bombes ne tombent pas sur les États-Unis, il leur suffit pour cela de fournir de l'argent et de l'armement pour qu'elles continuent de tomber sur les autres... Ce que le président Zelensky ne sait sans doute pas, c'est que son pays devra rembourser les sommes énormes que représentent les prêts et le matériel militaire accordés.

La note sera salée si l'Ukraine veut rester indépendante des États-Unis. La fausse liberté a toujours un prix à payer dans les guerres, qui ne sont que la volonté de possession d'autres pays dans un nouveau partage du monde sur une planète où s'affrontent deux philosophies d'économie politique irréconciliables.

La guerre entre Israël et la Palestine s'amplifie sans que personne ne s'en inquiète ! En outre, elle s'étend sur d'autres pays. Jusqu'où cela ira-t-il ? !

Les Étasuniens ne semblent pas inquiets ; seraient-ils complices d'Israël pour tuer des enfants, en mutiler d'autres à vie et assassiner leurs parents ?

Tout cela pour agrandir un État s'étendant jusqu'à la mer. Pour quoi faire ? L'avenir nous le dira.

**Lionel Duquenne**

# ÉCONOMIE AVEC MICHAËL ZEMMOUR

## LA PROTECTION SOCIALE N'EST PAS RESPONSABLE DU DÉFICIT

► **Michaël Zemmour, enseignant-chercheur à l'Université Lyon 2, a donné une interview au magazine « Alternatives Économiques » le 14 septembre alors que le pays était encore dans les mains d'un gouvernement démissionnaire.**

*Jusqu'au bout, le discours du gouvernement démissionnaire, aura maintenu son cap. Auditionné par la commission des Finances de l'As semblée le 9 septembre, avant de quitter Bercy, Bruno Le Maire persiste et signe : la future équipe de Michel Barnier devra maintenir la politique de l'offre et continuer les coupes dans les dépenses. Après tout, « les comptes publics dérapent » !*

M. Z. Ce récit est faux. Non, il n'y a pas de dérapage incontrôlé, le gouvernement démissionnaire a choisi de diminuer les recettes. Et, face à l'austérité, une alternative est possible.

*Selon les dernières estimations, le déficit pourrait atteindre 5,6 % cette année et 6,2 % l'an prochain. Les comptes publics dérapent-ils vraiment ?*

M. Z. Il est toujours possible de regarder les chiffres et les indicateurs des dépenses, dispositif par dispositif, de pointer une augmentation par-ci ou une baisse par-là. Mais globalement, il n'y a pas de dérapage incontrôlé. Contrairement à ce qu'a dit Bruno Le Maire, les dépenses de protection sociale ne sont pas responsables du déficit. Entre 2017 et 2023, ce dernier s'est dégradé de 2,1 points de produit intérieur brut (PIB). Or, les recettes de prélèvements obligatoires ont baissé d'à peu près autant sur la même période. C'est en partie dû à des baisses de taux de prélèvement, en partie à des recettes plus faibles qu'attendu en raison de la conjoncture. Les prestations sociales et autres transferts ont, eux, diminué de 0,7 point de PIB, ce qui a contribué à réduire le déficit public.

Certes, il y a des besoins dynamiques, du fait par exemple du vieillissement de la population.

**Mais ce qui est à l'origine du creusement du déficit à des niveaux préoccupants, c'est la franche diminution des recettes fiscales depuis 2017.**

En effet, la stratégie de Bruno Le Maire a consisté à baisser les prélèvements obligatoires – ce qui vide les caisses – tout en espérant, en retour, de la croissance – ce qui est censé les remplir – et à compléter cette politique par une baisse des dépenses publiques afin d'atteindre l'équilibre.

Malheureusement, le résultat espéré n'est pas là : la baisse des recettes a bien creusé le déficit, mais la croissance attendue n'est pas au rendez-vous pour la compenser. Et la mauvaise santé de l'économie contribue de surcroît à limiter les recettes fiscales : une activité qui tourne au ralenti, c'est moins d'impôts sur les sociétés qui entrent dans les caisses, moins de cotisations sociales assises sur les salaires...

Par ailleurs, le gouvernement a été moins loin dans la baisse des dépenses publiques que ce qu'il avait annoncé pour rassurer Bruxelles – et heureusement ! Mais résultat, le déficit augmente.

*Pour Bruno Le Maire, cela justifierait de nouvelles coupes dans les dépenses...*

M. Z. De manière générale, ce gouvernement démissionnaire nous offre une caricature de la politique des caisses vides. C'est-à-dire qu'il prive les comptes publics de ressources, et ce de différentes manières – qu'il s'agisse de baisses de prélèvements obligatoires ou de niches telles que la « prime Macron » (la prime de partage de la valeur). Pourtant, on sait que les besoins sociaux sont dynamiques.

Le gouvernement crée ainsi les conditions d'apparition d'un déficit, et ensuite il dramatise pour pousser un agenda de réformes, connues depuis le départ, qui visent à baisser les dépenses publiques.

Annoncer de nouvelles coupes, c'est juste la poursuite d'une présentation malhonnête des données du problème. Mais que l'on parle de retraites ou d'assurance chômage, **le gouvernement semble voir la politique sociale comme une source d'économies**, un bouton sur lequel on peut appuyer pour faire du redressement des finances publiques.

Le déficit est préoccupant, et on ne peut pas le balayer d'un revers de main, d'autant qu'il n'a pas l'air de se résorber tout seul. Mais c'est le résultat d'une politique qui n'a pas marché. Bruno Le Maire voudrait pourtant qu'on aille encore plus loin, vers une austérité dure. Autour de lui, on reconnaît qu'il va falloir augmenter les prélèvements obligatoires. Le risque, si on les augmente et qu'on baisse les dépenses, est de mettre l'économie à l'arrêt alors qu'elle ne va déjà pas très bien.

*Après la publication de la revue des dépenses, plusieurs dispositifs tels que les politiques de l'emploi, les aides pour l'apprentissage ou encore les affectations longue durée semblent menacés. Le crédit d'impôt recherche (CIR) pourrait aussi être raboté. Est-ce inquiétant ?*

M. Z. Le point qui ne paraît pas absurde concerne l'apprentissage. On peut en effet regretter de ne pas y avoir réfléchi avant. C'est l'exemple typique de politiques de l'offre volontaristes et désordonnées qui ne comptent pas les milliards. Sans doute qu'il y a des gains à faire et qu'on dépense trop, compte tenu des effets d'aubaine.

Le crédit d'impôt recherche constitue également une piste d'économies. Mais pour le reste des politiques sociales évoquées, c'est très préoccupant. Une façon assez rapide, « efficace », mais terriblement brutale de faire des économies en dépenses serait de geler les prestations sociales. Est-ce une piste explorée par le nouveau gouvernement ? J'espère que non, car cela reviendrait à taxer les classes moyennes et populaires, plutôt que de taxer les riches. Encore une fois, il y a de quoi s'inquiéter.

*Quelle pourrait être l'alternative pour le budget ?*

M. Z. **Ce serait d'augmenter de manière un peu plus importante les prélèvements obligatoires, en ciblant les points stratégiques : les grands patrimoines et les superprofits, par exemple.** Tout ou partie de ces ressources serait utilisé pour mener une politique de relance de l'activité. C'est une stratégie complètement différente de celle affichée par le gouvernement démissionnaire.

**Aujourd'hui, le déficit est un problème, mais on a également des besoins d'investissement dans les services publics et dans la transition écologique.** Et l'économie tourne au ralenti. La stratégie du gouvernement risque de soigner en partie le volet déficit, mais d'aggraver les deux autres.

*En parlant d'alternative, le Nouveau Front populaire (NFP) propose d'abroger la réforme des retraites. Mais depuis, la droite a répété que cela provoquerait la banqueroute, et lors de sa première prise de parole, le nouveau Premier ministre Michel Barnier a évoqué de possibles aménagements de la réforme mais pas d'abrogation. Revenir à un âge légal de départ à 62 ans, c'est totalement exclu ?*

M. Z. Il est, à mon avis, toujours possible d'abroger la réforme des retraites sans dégrader le déficit. Cela nécessiterait de mobiliser un financement supplémentaire. Il serait d'ailleurs intéressant d'ouvrir plus largement le débat sur les grands équilibres du système de retraite pour réduire le déficit à moyen terme du système, au-delà de la simple abrogation.

Je ne crois pas que des « aménagements à la marge » répondent aux attentes des salariés. Sur le fond, la réforme a déjà été loin dans les aménagements, avec les carrières longues notamment, mais la rupture qui a eu lieu avec les assurés et les partenaires sociaux s'est faite sur le cœur du projet : l'âge de 64 ans. La question de l'âge n'est pas juste qu'une question symbolique, la réforme a été particulièrement dure.

Qui plus est, les aménagements évoqués, sur les carrières longues par exemple, ne sont pas les bons outils. C'est ce qu'a montré Patrick Aubert, économiste à l'Institut des politiques publiques (IPP) : certaines personnes sont éligibles à ce dispositif, alors que ce ne sont pas celles qui éprouvent le plus de difficultés au travail. À l'inverse, des individus devraient pouvoir partir, et ils ne sont pas du tout éligibles.

*Une faible croissance ne met-elle pas en danger le financement du système des retraites ?*

M. Z. Une croissance plus faible déséquilibre effectivement un peu les comptes. Mais si, à l'avenir, il y a moins de croissance que prévu, un réglage est possible via les leviers que l'on connaît : la durée et les montants des cotisations, ainsi que l'âge légal. Le système actuel n'est pas trop mal calibré pour effectuer ces réglages. En même temps, une croissance moins importante que prévu « résout » un autre problème : moins il y a de croissance, moins il y a de décalage entre les niveaux de vie. Dans trente ans, selon

les prévisions, le niveau de vie des retraités aura décroché par rapport à celui des actifs. S'il n'y a pas de croissance, ce problème est un peu moins présent.

**Plus largement, imaginer un avenir avec une croissance faible pose beaucoup d'autres questions sur la dynamique des salaires, l'organisation de la société, le rapport aux investissements et aux profits.** Jusqu'en 2008, les ménages misaient sur un accroissement de leurs revenus dans le futur, une sécurité qui se réalisait plus ou moins. Ils pouvaient se dire que dix ou quinze ans plus tard, ils auraient un niveau de vie supérieur, et c'était le cas. Si la croissance ralentit, on ne pourra pas forcément avoir ces mêmes perspectives. Dans ce cadre, garantir le bon fonctionnement d'institutions aussi essentielles que le système de santé, les retraites, la dépendance, l'éducation est d'autant plus crucial. Cela justifie d'y consacrer relativement plus de moyens.

*Cette question, de la « sobriété » en quelque sorte, ne semble pas vraiment faire partie de la stratégie du gouvernement démissionnaire, lui qui a poussé l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans...*

M. Z. La stratégie est en effet davantage de dire : « on va répondre à la baisse des gains de productivité par de l'intensité ». Autrement dit, puisque les gens sont moins productifs, on va les faire travailler plus longtemps. C'est une fuite en avant productiviste et un peu désespérée. Productiviste, parce que c'est quand même le dernier sursaut pour aller chercher une croissance qu'on n'arrive pas à trouver par ailleurs.

Et désespérée, parce que c'est un fusil à un coup. Quand vous avez des gains de productivité de 1,5 % qui se réalisent tous les ans, ils sont une source de croissance. À l'inverse, si vous cherchez à générer de la croissance en augmentant la population active, cela ne marche qu'une fois (le temps de l'augmentation du nombre d'actifs), puis la croissance retombe.

On ne va pas repousser la retraite jusqu'à 75 ans. Cela est représentatif de la politique désespérée menée depuis quelques années par le gouvernement sur l'emploi.

*Certains économistes ou encore le Comité de suivi des retraites évoquent l'option d'allonger la durée de cotisation ou même d'augmenter les cotisations plutôt que de jouer sur l'âge légal de départ. Qu'en pensez-vous ?*

M. Z. Allonger la durée de cotisation est une fausse bonne idée. Quarante-trois ans, c'est déjà beaucoup. Et cet instrument n'a pas toutes les vertus qu'on lui prête. Je m'explique : pour défendre cette mesure, on

met souvent en avant les cadres qui commencent à travailler plus tard, ce qui les fait de toute façon partir tardivement à la retraite. Beaucoup doivent déjà atteindre l'âge d'annulation de la décote qui est fixé à 67 ans pour avoir une pension à taux plein. Et on entend souvent que c'est un levier qui pénalise moins celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt. En moyenne, cela est un peu vrai ; dans le détail, ça ne l'est pas du tout. La durée de cotisation a également pour effet d'amplifier les effets de décote sur toutes les personnes peu qualifiées, qui ont des petites pensions. Donc, passer au-delà de quarante-trois ans ne serait pas un bon outil pour limiter les inégalités.

L'augmentation des cotisations a toujours été une ligne rouge à ne pas franchir pour le précédent gouvernement. Mettre sur la table des sources de financement qui remettraient en cause la nécessité même de la réforme était tabou. Désormais, on commence à se dire que, dans une population qui vieillit fortement, ce n'est pas anormal d'ajuster. Quand le risque augmente, il faudrait ajuster, en partie au moins, le financement du risque. Cela ne veut pas dire qu'on ferait tout avec cet outil, mais cela mérite d'y réfléchir.

*Candidat à la primaire des républicains en 2017, Michel Barnier était en faveur d'une retraite à 65 ans. L'option pourrait-elle être portée par le futur gouvernement ?*

M. Z. **La dernière réforme n'est déjà pas bien passée !** Il est important de rappeler qu'à chaque fois on parle « d'âge minimal de départ autorisé », c'est-à-dire que l'on interdit aux personnes de partir avant 64 ans. « Lorsqu'on fixe d'autorité l'âge minimal de la retraite à 64 ans, on invisibilise une masse considérable de salariés qui ne peuvent pas travailler jusqu'à cet âge. »

Mais, même si on remet cet âge minimal à 62 ans, rien n'empêche les salariés qui le peuvent de continuer au-delà. D'ailleurs, le système les y incite. À l'inverse, lorsqu'on fixe d'autorité l'âge minimal de la retraite à 64 ans, on invisibilise une masse considérable de salariés qui ne peuvent pas travailler jusqu'à cet âge pour des raisons de santé ou parce que les entreprises ne les gardent pas. Dans les secteurs du nettoyage ou du ramassage des ordures, par exemple, la loi prévoit que les gens doivent rester jusqu'à 64 ans, mais on sait que ce n'est pas possible. À chaque fois qu'on décale le point d'arrivée, on crée une double peine pour des professions qu'on sait difficiles, qu'on a dites essentielles et qui vont être pénalisées parce qu'elles ne pourront pas remplir le contrat.

# LA LIBERTÉ DE LA PRESSE FACE À L'EXTRÊME DROITE

Voici le texte du communiqué des syndicats de journalistes SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes, publié le 2 août 2024 et alertant sur les dangers menaçant le travail des journalistes face à la montée de l'extrême droite dans le pays.

Depuis le 7 juillet, le danger d'une majorité absolue pour l'extrême droite à l'Assemblée nationale est écarté. Pour un temps. Nous n'oublions pas que le Rassemblement national est arrivé largement en tête des élections européennes et du premier tour des élections législatives, et qu'il apparaît plus que jamais en capacité de prendre le pouvoir.

## EXIGER DES PROTECTIONS EFFICACES CONTRE TOUTE INGÉRENCE

Cette funeste perspective fait planer une épée de Damoclès sur la liberté d'informer et d'être informé. C'est contre cette menace que nos organisations ont lutté ces dernières semaines, aux côtés de tous ceux qui refusent de voir l'extrême droite diriger notre pays.

Aujourd'hui, les principales organisations représentatives des journalistes, le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes, appellent l'ensemble de la profession à prolonger et consolider cette mobilisation. Nous devons exiger les moyens et les garanties nécessaires à la production d'une information de qualité ! Il est impératif de doter nos rédactions de protections efficaces, afin de les préserver d'ingérences politiques ou économiques qui pourraient les transformer en outil de propagande, ou menacer le journalisme d'investigation.

## SIX MESURES D'URGENCE À FAIRE ADOPTER PAR LA NOUVELLE ASSEMBLÉE NATIONALE

Nous appelons donc la nouvelle Assemblée nationale entrée en fonction ce 18 juillet à mettre en place, dès la rentrée parlementaire, via une proposition



de loi ambitieuse, six mesures d'urgence pour l'information en France :

- **L'indépendance juridique de l'équipe rédactionnelle.** La première étape serait de doter cette équipe d'un droit de veto sur la nomination du ou de la responsable de la rédaction ;
- **le renforcement de la protection du secret des sources des journalistes,** afin de mettre un coup d'arrêt à toutes les intrusions, menaces, surveillances ou poursuites abusives qui mettraient en péril la liberté d'informer et d'être informé ;
- **la révision des lois sur la concentration des médias** – aujourd'hui obsolètes et inefficaces – afin de favoriser le pluralisme, normalement garanti par l'article 34 de la Constitution ;
- **une refonte et une transparence accrue des aides publiques à la presse ;**
- **un plan pluriannuel pour une information de proximité, réellement pluraliste et indépendante,** en utilisant les aides publiques à la presse, pour lutter contre les déserts journalistiques dans de nombreux territoires ;
- **la mise en place d'un financement pérenne de l'audiovisuel public,** garantissant à la fois son indépendance et les

moyens nécessaires à son fonctionnement. Rappelons que l'extrême droite affirme vouloir le privatiser et le démanteler !

Nous appelons également les responsables politiques à prendre la mesure du danger qui guette des milliers de travailleurs de l'information, abîmés par une paupérisation et une « ubérisation » grandissante. C'est le cas notamment des journalistes rémunérés à la pige, qu'ils soient en France ou à l'étranger, utilisés par leurs employeurs comme des variables d'ajustement dans leur comptabilité. Notre précarité, c'est votre désinformation !

## INTERROGER NOS PRATIQUES RÉDACTIONNELLES

Nous appelons aussi l'ensemble de la profession à débattre, rédaction par rédaction, du traitement récent de l'actualité politique et sociale dans notre pays. Les médias français sont-ils toujours à la hauteur des enjeux ? Avons-nous permis à l'extrême droite d'imposer sa rhétorique, de banaliser son vocabulaire et ses obsessions ?

Récemment, sur un autre sujet majeur, la crise climatique, nombre de rédactions ont réfléchi à leurs pratiques. Choix des thématiques abordées, des mots employés, des intervenants interrogés, distinction entre faits scientifiques et théories pernicieuses, formation continue et lutte contre la désinformation... Les chantiers sont nombreux pour proposer au public une information de meilleure qualité.

Si l'entre-deux tours des législatives a montré l'importance du rôle joué par la presse, nous estimons qu'aujourd'hui il est indispensable que chaque média analyse ses méthodes, ses pratiques,

ses habitudes, ses lacunes. Sans verser dans l'excès ou la caricature, mais sans complaisance.

### **TRAITER L'INFORMATION EN RESPECTANT L'ÉTHIQUE ET LA RIGUEUR**

Nous appelons enfin chaque confrère et chaque consœur à s'astreindre à la plus grande rigueur dans le traitement journalistique quotidien de l'actualité et les directions des rédactions à leur assurer les conditions d'indépendance et les moyens pour mener à bien cette mission. Le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'homophobie sont punis par la loi.

Nos principes professionnels exigent notamment : « Le/La journaliste veillera à ce que la diffusion d'une information ou d'une opinion ne contribue pas à nourrir la haine ou les préjugés et fera

son possible pour éviter de faciliter la propagation de discriminations fondées sur l'origine géographique, raciale, sociale ou ethnique, le genre, les mœurs sexuelles, la langue, le handicap, la religion et les opinions politiques. » (Charte d'éthique mondiale de la Fédération internationale des journalistes, FIJ).

### **APPELER UN CHAT UN CHAT, MALGRÉ LES PRESSIONS**

Nous appelons également une nouvelle fois les journalistes à ne pas céder aux injonctions et intimidations pouvant les amener à un acte contraire à leur intime conviction professionnelle.

Il n'y a notamment aucune raison de ne pas continuer à qualifier d'« extrême droite » les partis Rassemblement national, Reconquête !, Les

Patriotes, et toutes personnalités et mouvements répondant à ce positionnement sur l'échiquier politique.

De même, l'usage du terme « les extrêmes », qui renvoie dos à dos la gauche et l'extrême droite, nous semble particulièrement dangereux.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes seront aux côtés de chaque rédaction et de chaque journaliste qui serait victime de pressions politiques ou hiérarchiques sur le traitement de l'information.

L'information libre est une composante indispensable d'une démocratie. Tous les journalistes, conscients de leurs droits et de leurs devoirs, en sont les garants.

Partout et sans relâche, nous devons travailler ensemble pour protéger l'information et pour lutter contre les discours de haine et leur propagande.

## **LE BILLET D'YVON HUET**

### **LE RACISME EST-IL UN PLAT FRANÇAIS ? SI C'EST LE CAS, QUE FAIRE POUR L'EXCLURE DES CANTINES ?**

Depuis le résultat des élections européennes et législatives, je ne dois pas être le seul à me poser mille questions. Dans un village de l'extrême sud de la France, ceux qui ont voté RN n'ont certainement jamais vu un migrant. Certes des étrangers qui viennent se ressourcer en marchant aux confins des Pyrénées orientales, sachant que beaucoup ont une résidence dans ces lieux magnifiques, et cela ne gêne personne.

Ce qui se passe dans le nord, le sud et le centre de la France, avec 4 députés sur 4 dans les PO, 3 sur 3 dans l'Aude et 6 sur 6 dans le Gard, et je n'allonge pas la liste, on peut se dire que les champions du repli du racisme et de la xénophobie ont de la clientèle fidèle et convaincue. C'est grave.

Qu'a fait la gauche pour empêcher cette dérive envahissante quand elle était au pouvoir ? Qu'avons-nous fait dans les syndicats et les associations pour empêcher l'an-crage d'une maladie qui ne se

soigne pas qu'à coup de slogans, sinon nous n'aurions pas ce spectacle de désolation désespérant sous nos yeux.

Certes, nous avons bloqué la catastrophe mais nous n'avons pas écarté un danger extrême au pays de la déclaration de l'homme et du citoyen. Plutôt que de se satisfaire de quelques satires du racisme soulageantes pour le moral, il serait bon d'aller là où ça fait mal et démontrer à tous ces gens du peuple qui se trompent de colère que nous pouvons vivre en harmonie avec tous les citoyens du monde. Ils ne changeront pas d'avis si on ne leur en donne pas la preuve. Certes, il y a les grandes métropoles, mais la France ne peut pas se réduire à des forteresses assiégées.

Je pose cette question sensible quand je vois que dans une ville aussi tranquille que Céret, où la vie sociale, culturelle, sportive et festive est un exemple enthousiasmant du vivre ensemble, près de un citoyen sur deux a voté RN aux dernières élections, sachant que les militants, particulièrement mes camarades communistes, qui n'avaient pourtant pas de candidat à défendre dans la circonscription,

ont redoublé d'activisme pour empêcher que le RN ne soit majoritaire dans la ville où Picasso, Chagall, Mirô et tant d'autres avaient donné le ton de l'universalité culturelle et solidaire...

Il n'y a pas de réponse toute faite pour faire reculer le racisme en France. Personne n'y arrivera seul. Il faudra que le NFP sorte de ses petites querelles intestines pour s'accrocher à ce problème plutôt que de errer sur les chemins la compétition politicienne, certes en faisant avancer la France sociale, il faut cependant aller plus loin, certainement sortir du bois de nos assurances assiégées pour s'attaquer concrètement aux causes de la haine, au-delà des discours et dans les actes concrets. Il va falloir faire preuve d'imagination et de courage politique.

N'abandonnons pas notre beau pays, la France, aux faiseurs de haine. Certes, nous savons que c'est un effet pervers du capitalisme prédateur et diviseur mais, une fois qu'on a dit ça, on n'a pas avancé d'un pouce pour convaincre les gens de la besogne, qui souvent, font plusieurs jobs dans la journée pour s'en sortir et trouvent dans le RN un espoir pour sortir de la survie pour enfin vivre sans la crainte de lendemains qui déchantent.

## UN MONDE AVEC TOUJOURS PLUS D'INÉGALITÉS

▶ **Le capitalisme néolibéral, qui règne en maître sur l'économie mondiale depuis les années 1990, a pour particularité de creuser toujours plus les inégalités.**

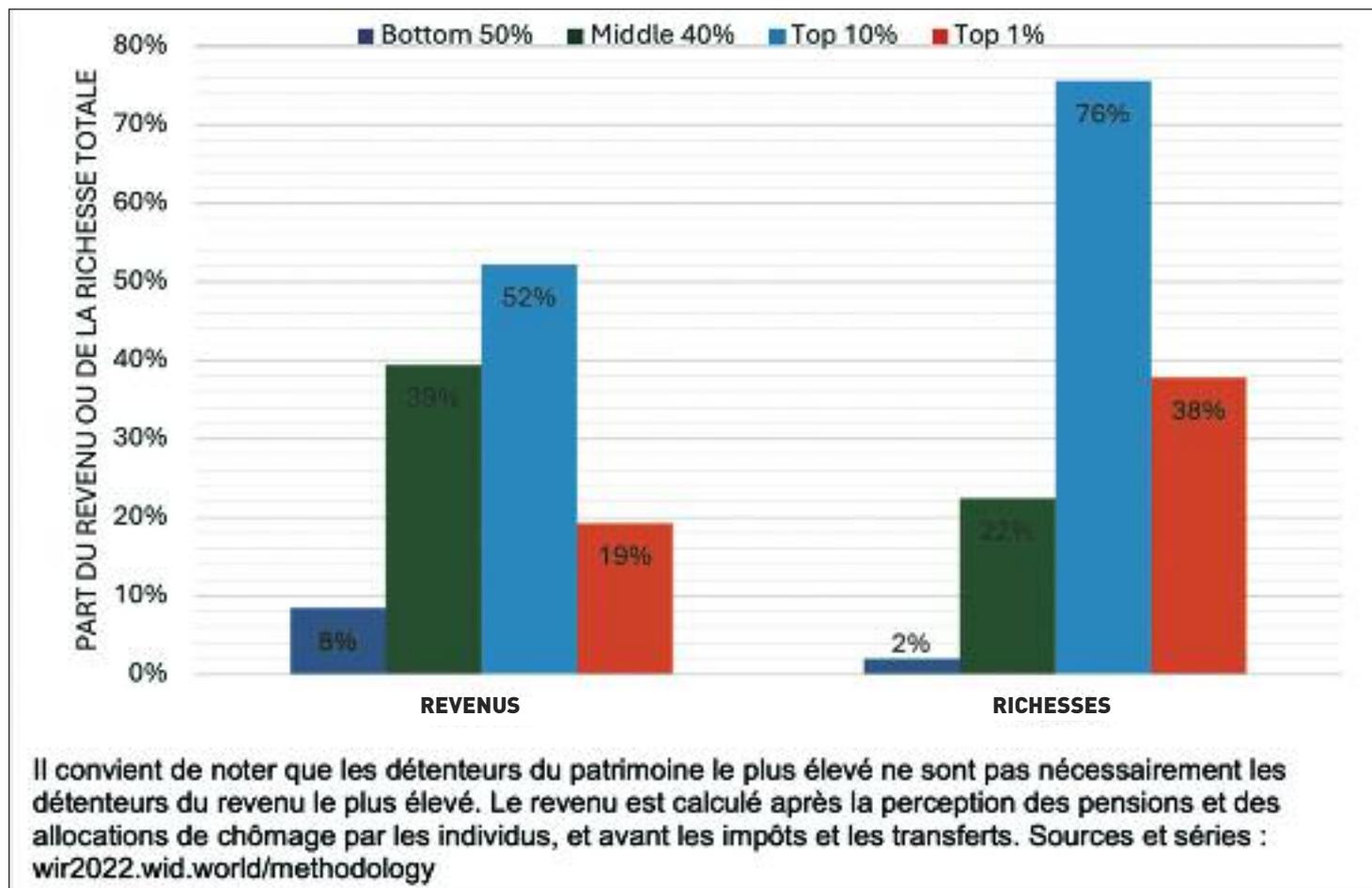
Il enrichit une infime minorité de personnes à des niveaux indécents en laissant la majorité d'une population toujours plus nombreuse sur le carreau. Les femmes<sup>[1]</sup> et les minorités (populations indigènes, population LGBTQIA+, personnes racisées au Nord, personnes en situation de handicap...) sont particulièrement frappées par ces inégalités. Face à cette situation, dans laquelle la faim et l'extrême pauvreté gagnent du terrain, l'État se retire toujours

davantage, alimentant le cercle vicieux de la pauvreté et de l'inégalité. Voici un aperçu des inégalités de richesses (de patrimoine global) et de revenus dans le monde, en 2021. On remarque sans surprise que les inégalités de richesses globales sont plus creusées que les inégalités de revenus. Le 1 % le plus riche possède 38 % des richesses, soit davantage que les 90 % les moins riches de la population. Autrement dit, 80 millions de personnes concentrent bien plus de richesses que 7,2 milliards d'individus. Les 10 % les plus riches concentrent trois quarts des richesses. C'est indécents ! (Voir graphique : Inégalités de revenus et de richesses au niveau mondial en 2021)

Dans ce contexte, l'idéologie néolibérale dominante pousse au retrait d'un État souvent dernier rempart contre l'accroissement du grand écart entre les 1 % le plus riche et le reste de la population. La tendance très claire au démantèlement du rôle protecteur de l'État depuis les années 1980 accroît et conforte les inégalités de patrimoine, de revenus, de genre, let es discriminations raciales...

### LE REcul DE L'ÉTAT ET LA HAUSSE DE L'ENDETTEMENT POPULAIRE

Le recul de l'État se manifeste de plusieurs manières : privatisations, baisse des prélèvements obligatoires progressifs, des impôts sur les grandes



entreprises, baisse des budgets publics dans l'éducation et la santé... Ces politiques néolibérales sont menées par l'immense majorité des gouvernements. En Europe, elles sont également dictées par les traités de l'Union européenne limitant le déficit et la dette publique dans chaque pays membre. Dans les pays du Sud, la Banque mondiale, le Fonds monétaire internationale et les Banques de développement imposent, en échange de prêts, des conditionnalités néolibérales aux gouvernements, bien souvent complices.

### **HAUSSE DE LA RICHESSE PRIVÉE ET BAISSÉ DE LA RICHESSE PUBLIQUE DANS LES PAYS DU NORD, DE 1970 À 2020**

Dans les six pays que sont l'Espagne, le Royaume-Uni, le Japon, la France, l'Allemagne, les États-Unis, on observe les mêmes tendances, depuis le milieu des années 1970 : baisse de la richesse publique rapportée au revenu national et hausse de la richesse privée, elle aussi rapportée au revenu national. Cette baisse s'accélère dans les années 2010, sous l'effet des politiques d'austérité post-crise financière de 2007-2008, notamment synonymes de privatisation, donc de vente du patrimoine public. De plus, la baisse des impôts sur les plus riches et les grandes entreprises, à l'œuvre depuis plusieurs décennies au Nord, réduit les ressources de l'État d'un côté et accroît la richesse privée de l'autre.

### **TOUJOURS MOINS DE TAXATION DES PLUS RICHES**

Parce qu'ils ont radicalement diminué la taxation des plus riches depuis les années 1970-1980, les États s'appauvrissent et réduisent de fait leur capacité d'action. Des institutions comme le FMI et la Banque mondiale encouragent notamment les gouvernements des pays du Sud à diminuer l'imposition des grandes entreprises, en augmentant parallèlement la taxe sur la valeur ajoutée. Cette taxe, qui frappe tout le monde au même pourcentage et qui touche proportionnellement davantage les plus pauvres car ils consomment l'entièreté de leur revenu, est profondément injuste.

Aux États-Unis, dans les années 1930, les plus riches (0,01%) étaient taxés à près de 80 % sur leur revenu, contre

seulement 30 % en 2020. Les 1% les plus riches étaient imposés à 50 % sur leur revenu au début des années 1950, avant que cela ne plonge aussi à 30 % de nos jours. Le taux d'imposition sur le revenu des 10 % les plus riches a également diminué entre 1942 et aujourd'hui, d'environ 5 points de pourcentage.

À l'inverse, aux États-Unis, depuis les années 1930, le taux d'imposition sur le revenu des 50 % les plus pauvres est passé de 8 % à environ 25 %. C'est la même tendance si nous élargissons aux 90 % les plus pauvres.

Alors que l'imposition sur le revenu était réellement progressive des années 1920 jusqu'aux années 1970, aujourd'hui, toutes les tranches de revenus sont taxées à des taux très proches. Cette tendance est une tendance générale. Elle ne concerne pas uniquement les États-Unis, mais l'ensemble des pays occidentaux ainsi que les pays du Sud, mis sous pression par les institutions financières internationales.

### **TAXATION PROGRESSIVE SUR LE REVENU À TRAVERS LE MONDE, DE 1900 À 2021**

Le taux qui s'applique aux personnes aux plus hauts revenus est aussi d'une tendance très claire. Le taux d'imposition des plus hauts revenus grimpe jusqu'au milieu des années 1940, notamment pour financer l'effort de guerre (ce qu'il faudrait faire pour la transition écologique). Il diminue ensuite avant de remonter jusqu'au milieu des années 1970.

Depuis le milieu des années 1970, dans ces six pays (Japon, France, Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis, Inde), il apparaît très clairement que l'imposition des plus hauts revenus chute drastiquement. Au Japon, elle passe de 75 % à 37 % en 2005, avant de remonter.

En France, les plus hauts revenus, qui étaient taxés à hauteur de 70 % au début des années 1980, ne le sont plus qu'à 53 % en 2020. Au Royaume-Uni, le taux marginal d'imposition des plus hauts revenus est passé de près de 100 % à la fin des années 1970 (!) à 40 % à la fin des années 2000. La chute drastique de l'imposition des plus riches sous Margaret Thatcher est impressionnante. La tendance est proche aux États-Unis avec une baisse de 92 % à moins de 40 % de ce taux entre 1955 et 2020, notamment sous l'effet des politiques de Ronald

Reagan. L'Inde suit une tendance très proche du Royaume-Uni et des États-Unis.

### **ACCROISSEMENT DE L'ENDETTEMENT PRIVÉ**

Ce recul de l'État accroît l'endettement privé, car des personnes auparavant soutenues par l'État doivent compenser son retrait par le cercle vicieux de l'endettement. Dans les pays du Sud, le microcrédit – utilisé en majorité par des femmes – les plonge dans des cercles infernaux avec des taux qui peuvent aller de 20 % à 200 %, et des pressions inadmissibles quand elles ne peuvent plus payer. Promue par les institutions financières internationales comme la Banque mondiale, la microfinance est reine, au point que de nombreuses législations nationales (comme au Sri Lanka) interdisent les pratiques de prêts communautaires solidaires pour n'autoriser désormais que le seul recours aux institutions de microcrédit.

Au Nord, les prestations des États pour les plus pauvres sont souvent compensées par des crédits à la consommation qui plongent les populations, là-aussi, dans des terribles spirales d'endettement. Le retrait de l'État, en augmentant le recours à l'endettement privé, vient enrichir les capitalistes, les prêteurs – qui sont les riches –, les banques, les fonds d'investissements – via le versement d'intérêts. On passe progressivement d'un système où l'État redistribuait des plus riches vers les plus pauvres via des prestations sociales et le financement des services publics, à un système où les inégalités sont vouées à s'accroître car il enrichit les plus riches et condamne les classes populaires à leur emprunter de l'argent et à leur payer des intérêts pour vivre.

Ce recul de l'État exacerbe des inégalités énormes. Concentration du capital, des revenus, inégalités d'accès à l'emploi, faim dans le monde et extrême pauvreté : toutes ces réalités qui s'exacerbent sont inacceptables.

### **Maxime Perriot**

[1] Lorsque nous faisons référence aux femmes, il s'agit de toute personne identifiée et/ou s'identifiant comme femme. Le terme « femme » est ici utilisé comme catégorie politique pour dénoncer des rapports de domination qui ont lieu dans l'ordre genré et patriarcal dans lequel nous vivons. Les rapports de genre et les luttes qui y sont liées ne se limitent évidemment pas à deux genres ; les vécus et les identités de genre sont multiples.

## APPRENDRE DU PASSÉ POUR CONSTRUIRE L'AVENIR

**Alors que depuis de nombreux mois des manifestations pacifistes populaires avaient lieu pour dénoncer le fond et la forme de la réforme du corps électoral, le Président Macron et son gouvernement sont restés sourds à la volonté des peuples, déclenchant une très grave crise humaine et politique.**

Comme lors de nombreuses crises politiques (gilets jaunes, réforme des retraites, émeutes suite à la mort de Nahel à Nanterre), les mêmes méthodes sont employées en Kanaky : mépris de l'histoire et des personnes, prétention à l'omniscience, refus de prendre en considération les alertes des connaisseurs des dossiers et, in fine, réponse martiale et pénalisation du mouvement social comme seules propositions.

En 1988 puis 1998, des représentants du pouvoir politique français et du peuple premier kanak ont su trouver la voie du dialogue et élaborer les accords qui ont permis la fin de la guerre d'indépendance et l'élaboration d'une solution locale vers

un avenir partagé, le chemin vers l'indépendance d'une île et d'un peuple colonisé. Depuis 1853, la Kanaky et les Kanaks n'ont jamais été soumis ; ils ont toujours lutté pour recouvrer leur liberté. Chaque avancée en Kanaky a été le résultat d'un consensus.

C'est cette méthode que Macron et son gouvernement refusent, niant par là même les vertus de l'intelligence partagée.

Les envois de militaires, gendarmes, GIGN, Raid par le pouvoir français ne feront pas revenir le calme et cesser les barrages.

En Kanaky, Caldoches comme Kanaks le savent, tout se règle par consensus et jamais par la force.

Vouloir dégelé le corps électoral et ainsi mettre à bas tout le complexe équilibre des accords signés n'est pas acceptable pour ceux qui depuis 1853 aspirent à ne plus être des victimes de la colonisation que Macron a lui-même qualifié de « crime contre l'humanité ».

La CGT soutient la lutte pacifique des peuples calédoniens pour accéder à la liberté, la CGT, comme dans les guerres d'Indo-

chine et d'Algérie, réclame que leur droit à l'autodétermination soit effectif. La CGT se tient aux côtés des opprimés, victimes qui plus est d'une discrimination politique, sociale et économique systémique.

Faire un show médiatique en prenant l'avion pour faire la une et faire croire à son implication et conviction dans la recherche d'une solution n'est qu'une provocation de plus à l'encontre du peuple Kanak.

Pour assurer un retour au calme, le Président Macron doit immédiatement retirer le projet de dégel du corps électoral, mettre fin à l'état d'urgence, libérer les défenseurs des droits (syndicalistes, représentants d'association, ...) et demander au Premier ministre d'organiser une médiation, tout en restant dans le cadre des accords.

Il doit organiser les discussions avec les partisans du retour à la paix, excluant de facto le rapporteur du projet de dégel du corps électoral, l'ancienne secrétaire d'État et le haussaire, qui ne cessent d'attiser les feux pour écraser le peuple Kanak.

## BUENOS AIRES : DÉFERLANTE POUR DÉFENDRE LES RETRAITES

En Argentine, grand pays d'Amérique latine, l'inflation est galopante : + 94 % depuis le début de l'année, c'est-à-dire que les prix ont doublé, alors que les salaires stagnent, voire baissent.

Les pensions de retraites tournent autour de 200 euros en moyenne. Un retraité expliquait au média RFI qu'il avait « touché 277 000 pesos » et dû payer 120 000 pesos pour un médicament, « comment voulez-vous que je m'en sorte ? »

Au pouvoir ? Un capitaliste barbare : Javier Milei, ultra-libéral, autoritaire, sexiste, violent et vulgaire, il veut imposer le Marché dans toutes les dimensions de la vie sociale, et évoquait même la possibilité de vendre des organes.

Depuis six mois, il a lancé un plan d'aus-

térité de choc : dévaluation de 50 % de la monnaie argentine, destruction de ministères, coupes budgétaires, suspension des travaux publics et réduction des subventions aux transports et à l'énergie...

Le taux de pauvreté est passé de 44 % à 57 %. Les salaires ont baissé de 21 % en moyenne. Le crime organisé explose. Il a aussi pris des mesures contre la liberté de manifester et les droits des femmes.

Il y a quelques jours, le Sénat a voté une loi pour augmenter les retraites, qui ont été durement frappées par l'inflation. Le texte prévoyait une hausse des pensions de 8 %.

Déjà trop pour Milei, qui a traité les sénateurs de « dégénérés budgétaires » et

les accuse de perturber la croissance. Il a utilisé son veto pour bloquer la mesure. Une sorte de 49.3 inversé.

En France comme en Argentine, les néolibéraux sont les ennemis de la démocratie.

Mercredi 11 septembre, des dizaines de milliers de personnes se sont réunies devant le Congrès pour réclamer la levée de ce veto et exiger l'augmentation des retraites. Des personnes de tous les âges, notamment des seniors, ont affronté la police.

Le régime avait déployé un double cordon de forces de l'ordre autour du bâtiment, faisant usage de gaz lacrymogène et de matraques.

Bilan provisoire : 12 blessés et trois arrestations.

## PALESTINE

# FINANCEMENT DES ARMES LES BANQUES À LA MANOEUVRE

▶ **La Cour internationale de justice a confirmé : l'occupation israélienne des territoires palestiniens est illégale. Dans son avis consultatif, la plus haute instance judiciaire de l'ONU souligne clairement qu'apporter son concours au maintien de cette occupation serait tout aussi illégal.**

Pourtant, c'est exactement ce que font nos banques et nos fonds de pension lorsqu'ils contribuent à financer les livraisons d'armes à Israël.

Même avec le soutien généreux des gouvernements, les fabricants d'armes occidentaux ne pourraient pas tenir un jour sans l'appui des institutions financières.

Certains investisseurs envisagent sérieusement de revoir leur position. En Norvège, le plus grand fonds de pension privé a rompu ses liens avec Caterpillar en raison de son implication dans l'armée israélienne, et ce avant même l'avis de la Cour.

Il est temps que tous les acteurs financiers emboîtent le pas pour couper l'approvisionnement en armes de Netanyahu, et cessent de soutenir l'occupation illégale des territoires palestiniens. Rien qu'en Europe, 20 banques ont injecté pas moins de 36,1 milliards d'euros sous forme de prêts et de garanties aux principaux fournisseurs d'armes à Israël sur la période 2019-2023. Une étude publiée en juin pointe du doigt plusieurs géants bancaires : en tête, la française BNP Paribas avec 4,7 milliards d'euros, suivie du Crédit agricole, de la Deutsche Bank et de Barclays.

Les fonds de pension et les assureurs sont également cités dans le rapport de l'ONG, ainsi que par les experts des Nations Unies. Si ces institutions continuent de financer les fournisseurs d'armes d'Israël, ils risquent d'être accusés de complicité dans d'éventuels crimes de guerre.

Les grandes banques étasuniennes et

canadiennes ne sont pas en reste. La banque new-yorkaise Citigroup s'est illustrée en dirigeant un consortium visant à financer l'achat par Israël d'avions chasseurs F35. La banque a également investi des milliards de dollars supplémentaires auprès des fournisseurs d'armes à Israël. Pourtant, ces institutions ont le pouvoir de se désengager et, ainsi, de contribuer à mettre un terme à cette tragédie.

Certains diront que ces décisions

relèvent du gouvernement, et que le rôle des banquiers devrait se limiter à générer des profits. Il est vrai que nos dirigeants politiques portent une lourde responsabilité et pourraient un jour avoir à répondre de leurs actes devant la justice. Néanmoins, les banquiers sont aussi des êtres humains. Sous la pression de l'opinion publique, ils peuvent être amenés à utiliser leur pouvoir pour œuvrer dans le sens du bien commun.

## LE MARTYRE DES ENFANTS PALESTINIENS

Selon l'Unicef, plus de 1 000 enfants palestiniens ont été amputés d'une jambe rien qu'entre octobre et novembre 2023.

Aujourd'hui, les chiffres seraient plus élevés encore, les bombes israéliennes ayant décimé ce qu'il reste des hôpitaux et des routes de Gaza.

Cette tragédie semble sans fin, et la perspective de ré-

duire l'afflux d'armes vers Israël paraît lointaine. Mais comme l'a dit Nelson Mandela : cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait.



**Gazal Bakr, une fille palestinienne de Gaza, debout avec des béquilles dans le couloir de l'appartement où elle vit désormais. Une de ses jambes a été amputée.** Photo : Samar Abu Elouf.

## UN LOURD TRIBU PAYÉ PAR LES JOURNALISTES À GAZA

Au 27 septembre 2024, les enquêtes préliminaires du CPJ ont montré qu'**au moins 116 journalistes** et travailleurs des médias figuraient parmi les **plus de 42 000 tués** depuis le début de la guerre, ce qui en fait la période la plus meurtrière pour les journalistes depuis que le CPJ a commencé à recueillir des données en 1992.

Rappelons que les journalistes bénéficient d'une protection en tant que civils en vertu du droit international humanitaire et que le fait de les prendre délibérément pour cible constitue un crime de guerre. Selon le droit international humanitaire, les journalistes ne perdent leur statut de civil que s'ils participent directement aux hostilités.

## ALIMENTATION

# BIEN PRODUIRE POUR BIEN MANGER ET POUR BIEN VIVRE

Alors que un paysan sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté, la situation des travailleuses et travailleurs de la terre ne cesse de se dégrader en raison d'un solde de plus en plus déséquilibré entre des coûts de production à la hausse et des prix d'achat à la baisse des produits agricoles sortis des fermes.

Qui plus est, l'accélération de la précarité provoquée par la baisse des salaires entraîne des contraintes : un tiers des Français dit ne pas pouvoir prendre trois repas par jour contre la moitié en 2016, voire dit avoir conscience de mal se nourrir. Comment peut-on tolérer une situation d'une telle violence ?

Les profits de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution explosent avec un taux de marge en progression de 28 points, passant de 20 % à 48 % entre 2021 et 2023 quand l'inflation sur les produits alimentaires est de 20 % sur la même période.

Cet agrobusiness est prédateur du revenu des producteurs sur le dos des consomma-

### N'oublions pas que l'on parle du besoin le plus élémentaire de l'humanité : se nourrir

teurs et des salariés de ces entreprises. À titre d'exemple, les dividendes du PDG du premier groupe laitier mondial Lactalis, sixième fortune française, ont augmenté de 25 % entre 2022 et 2023 !

Malgré une mobilisation de terrain et d'ampleur totalement légitime, le gouvernement a mis en pause le plan Ecophyto, répondant ainsi aux demandes de l'agrobusiness et à l'exécutif de la FNSEA. C'est une très mauvaise nouvelle pour l'environnement, la biodiversité et pour les paysans eux-mêmes, les salariés et saisonniers qui sont les plus exposés aux maladies (cancer, Parkinson...) directement liées aux pesticides.

Cela n'améliorera pas non plus la qualité et la disponibilité de l'eau potable en raison des pollutions, alors que cette crise majeure s'impose à nous.

Ce n'est à l'évidence pas ce type de mesures qui permettra une sortie de crise, et le monde agricole ne s'y est pas trompé, comme en témoigne l'accueil catastrophique d'Emmanuel Macron au Salon de l'agriculture. Les citoyens ne sont pas dupes non plus face à

la collusion d'intérêts contre l'intérêt général en cours dans ce secteur si stratégique et structurant qu'est l'alimentation. Ce système agroalimentaire mondialisé est une des causes principales du changement climatique et il est dévastateur sur le plan social. Le libéralisme économique organise la production alimentaire internationale comme une compétition, qui n'a pas lieu d'être alors qu'un tiers de la nourriture produite est gaspillée. Nous devons assurer une alimentation saine et choisie à l'ensemble de la population, tandis que l'accélération de la précarité provoquée par la baisse des salaires entraîne un tiers des Français à sauter un repas par jour. Nous ne pourrions affronter ce défi sans la garantie d'un revenu digne pour les paysans, ainsi qu'aux travailleuses et travailleurs agricoles, de la transformation et de la distribution. Cela passe inévitablement par la revalorisation des salaires, pour garantir aux consommateurs une alimentation saine.

N'oublions pas que l'on parle du besoin le plus élémentaire de l'humanité – se nourrir – et il en va de notre souveraineté alimentaire. Nous devons d'urgence nous mobiliser ensemble, salariés, retraités, privés d'emploi, paysans, pour que l'agriculture et l'alimentation répondent aux besoins de la population, et non pas à ceux du marché et du capital.

### LES PRIORITÉS DE LA CGT ET DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

- **Favoriser** l'accès pour toutes et tous à une alimentation choisie, saine, locale et respectueuse de l'environnement par l'augmenta-



tion des salaires, des pensions et des minima sociaux ;

- **Augmenter** les salaires des travailleuses et travailleurs agricoles, de la transformation et de la production ;

- **Encadrer** les marges de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire pour équilibrer le partage de la valeur ajoutée dans l'ensemble des filières et/ou branches, imposer un prix minimum sur toutes les productions agricoles ;

- **Rompre** avec le dogme libéral et sortir l'alimentation de l'OMC et des traités de libre-échange ;

- **Conditionner** l'entrée des produits agricoles sur les marchés français et européens à des critères sociaux et environnementaux par le renforcement des directives contre les pratiques commerciales déloyales et le « Green Deal » ;

- **Revoir** la fiscalité agricole et la PAC, dans une logique de répartition et de soutien à des fermes nombreuses et à la création d'emplois agricoles pérennes plutôt qu'à des investissements à outrance concentrant les outils de production et les fermes ;

- **Maintenir** des actions environnementales de haut niveau comme la réduction des phytosanitaires, la réimplantation des haies, les pratiques agroenvironnementales, par des normes adaptées pour préserver la biodiversité, l'eau, les sols et la santé des travailleurs et des populations ;

- **Faciliter** l'installation de nouveaux paysans pour atteindre l'objectif de un million d'ici à dix ans.

# BILLET D'HUMEUR

PETIT JEAN, UFR-FILPAC

## NI AVEUGLE, NI SOURD, NI MUET !

Les jeux Olympiques pour handicapés : des tours de force sportifs sans commune mesure, des corps brisés, des corps forgés de volonté hors normes.

Tout ce beau monde, historiquement invisible ou dévisagé, nous a épatés : surdité, cécité, amputés, estropiés, défavorisés.

Ces sportifs aux membres, aux corps contrariés, au-delà de leurs épreuves, dépassent les frontières de cette humanité atrophiée, indicible.

À l'époque romaine, « les aveugles et sourds sont des suprahumains », « Il y a des plaisirs de la nuit et du silence que ne goûtent pas les gens qui voient et entendent si beau, même si ces infirmités peuvent être des particularités riches », dit Cicéron.

Dans ces jeux d'une euphorie subtile, le « petit » univers partagé des médias exulte. Dans une petite lucarne obséquieuse ce petit monde de la bienséance étale toute sa

splendeur : son chant lexical.

La limite de la surdose de commentaires paraphrasés m'effare, voire me consterne !

Eh oui ! Que de louanges, certes plus que justifiées, d'une nation qui abonde, s'extasie et s'étonne, à juste raison !

La flamme olympienne éclaire les quatorze dieux de l'Olympe rabroués par Jupiter, comme l'oracle de la pythie.<sup>(1)</sup>

Cet « éphèbe présidentiel<sup>(2)</sup> » ne fait pas l'unanimité du corps civique de la société.

Au lieu de faire le « gandin<sup>(3)</sup> » sur l'esplanade des

Invalides, un euphémisme : rien sur les conditions sociales, sur les engagements passés, futurs de l'État.

## QUE RUISSELLE L'ESBROUFE !

Les politiques, les notables qui représentent ceux qui ne sont rien, ces donneurs de leçon louangent ces citoyen(ne)s handicapé(e)s ! Tous ces gens de bien, reconnaissants dans l'instant, sont là : pour la photo bien sûr ! Instant sacré de la nation !

Des médaillés à la recherche



d'une ascension sociale par la plénitude de l'exploit, ultime comparaison avec les sportifs valides.

Un avers en métal « précieux » avec le revers des politiques sibyllines passées, à venir : aveugles, sourdes et muettes. Rien sur les infirmes, invalides ou impotents, un vocabulaire d'une époque révolue ?

Rien sur un ensemble de droits spécifiques pour favoriser l'égalité des chances entre tous, que ce soit dans la vie professionnelle ou sociale. Pour autant, peut-on dire

qu'aujourd'hui cette égalité est une réalité ?

## LE REMÈDE EST-IL PLUS NOCIF QUE LA MALADIE ?

« Le Président de la République a choisi de faire du handicap une des priorités de son quinquennat... », « Le ministère conduit une politique volontariste, afin que le sport soit un outil de promotion individuelle, d'intégration sociale et professionnelle, favorisant la santé et l'autonomie des personnes. » ...

La conférence nationale sur le handicap, présidée par Emmanuel Macron, du mercredi 26 avril 2023, a été boycottée par certaines associations<sup>(4)</sup>, qui n'attendaient rien de ce rendez-vous.

En France, le handicap concerne 12 millions de personnes !

## ENSEMBLE HANDICAPÉS/VALIDES

Une agence nationale du sport en partenariat public/privé, chargée du sport de haut niveau et du développement du sport de masse, pose aussi beaucoup de questions sur les

missions, le poids du ministère des Sports et les financements des associations et des clubs sportifs... sans aucune réponse. La logique ultralibérale, qui agit comme une déferlante sur tous les pans de la société, accroît la marchandisation de tous les biens et services, y compris les biens communs, qui doivent cependant en être exclus tel le sport. Alors...

(1) Une prophétesse grecque.

(2) Jeune garçon arrivé à l'âge de la puberté.

(3) Jeune homme d'une élégance excessive.

(4) 52 associations reprochent le manque de concertation.



# SCOP MORASSUTI APRÈS 4 MOIS D'EXISTENCE DÉJÀ DES CERTITUDES DES PROJETS PLEIN LES CARTONS

► **Soutenu dès le début par le syndicat du Livre de Saint-Etienne Filpac Cgt, le projet Scop ne doit rien au hasard car il est l'aboutissement de nombreux efforts convergents : salariés, délégués, syndicat, Union Régionale des ScopsARA, (Auvergne Rhône-Alpes), acteurs politiques locaux...**

Mais rien n'aurait été possible sans un apport financier conséquent. C'est ce qui a motivé notre syndicat à se mobiliser par la création d'une association de soutien au projet : Ascop 42.

Au-delà de l'engagement sans faille des représentants du personnel qui a permis, entre autres, une large médiatisation, notre syndicat et l'association ont mené des opérations de sensibilisation auprès d'un large éventail de camarades, relayé efficacement par les structures de notre CGT, union départementale, union locale, fédération et plus largement par l'ensemble de nos composantes syndicales.

Les mobilisations concourantes et venant de toute part ont rapidement fait écho et Ascop 42 est devenue l'organe d'une solidarité portée par un nombre impressionnant de plus de 600 donateurs.

Un tel soutien a bien sûr permis de présenter aux banques un projet avec un apport financier important mais a surtout pesé politiquement sur la décision du tribunal.

Cependant, la Scop c'est aussi et avant tout l'investissement sans faille d'un groupe de salariés, de camarades dans toute l'acception du terme, qui, depuis l'annonce de la liquidation judiciaire, se sont serrés les

coudes, retroussé les manches, ont bu des coups et mangé des bouts, sur le pouce ou sur le parking, se sont pris la tête et le chou, aussi le bec mais jamais de haut car chacun est conscient que l'autre est une pierre qui soutient l'édifice au même titre que lui. Cette Scop, c'est un bien commun, un bien en commun et comme un bien auquel on tient et qu'on garde contre vents et marées, avec conviction. C'est un quotidien de lutte qui porte, émancipe et donne à penser qu'un meilleur est possible.



La Scop imprime aussi pour la CGT

Cette Scop dont notre CGT est un maillon mais pas le fondement, qui s'inscrit, lui, plus profondément dans l'ADN de chacune de ses composantes, de chacun(e) de ses sociétaires, compte aussi sur notre CGT pour l'aider dans son développement et sa pérennité.

Ces quatre premiers mois de fonctionnement de la Scop, comptant une période estivale peu propice aux affaires dans l'industrie, ont été cependant bien remplis au niveau de l'activité.

Plusieurs projets - rationalisation des locaux, développement de partenariat avec les acteurs publics et les acteurs de la formation professionnelle, mise en œuvre d'une démarche environnementale pour le traitement des déchets de communication, modernisation de l'outil informatique, etc. - sont à l'étude ou en cours d'élaboration. Reste à construire un outil de communication pour mettre en avant les savoir-faire de la Scop, les compétences et les savoirs être aussi des femmes et des hommes qui la composent et en sont la substance.

## UN MOT SUR L'ASSOCIATION ASCOP42

Elle s'inscrit dans le secteur de l'activité sociale et solidaire et des entreprises qui développent des projets de productions alternatives au système de production capitaliste. Elle apportera son aide et son expérience à d'autres projets coopératifs dans un cadre qui reste encore à définir. Contrairement au projet initial d'Ascop 42, l'objectif de cette association est donc de perdurer.

Par ailleurs, elle réfléchit également à la mise en place d'une communication plus spécifique à l'attention des donateurs, que ce soit autour de la Scop Morassuti ou d'autres projets qu'elle pourrait initier.

Toutes celles et ceux qui participent de l'aventure Scop Morassuti tiennent une nouvelle fois à remercier l'ensemble des camarades, compagnons et ami(e)s qui, par leurs dons, leurs gestes ou leurs mots, ont contribué à la réussite de ce projet.

